Femmes

Cinq textes d'Isabelle Blume

F. Houtart
Denise Mathy
M. Jacquemotte

Avec le Vietnam

Le G.E.M.
Marc Rayet

Du pétrole au nucléaire

CAHIERS MARXISTES

revue mensuelle

Nouvelle série N° 15 (34)

6me année - Mai 1975 - 50 F

Sommaire

In Memoriam
Cinq textes d'Isabelle Blume p. 1

Marthe Van de Meulebroecke
L'Année Internationale de la Femme p. 16

Marie Guisse
Une auberge espagnole p. 20

Vietnam
François Houtart
Les bases structurelles de l'intervention américaine p. 24

Denise Mathy
Le droit à l'unité p. 27

Madeleine Jacquemotte
« ... dans le bonheur » p. 29

G.E.M. : L'énergie en Belgique p. 32
Quelle place pour le pétrole ?

Marc Rayet
Nucléaire : trop d'incertitudes p. 40

Un nouveau livre du Groupe Bastin/Yerna p. 45

Comité de patronage : Edmond Dubrunfaut, Robert Dussart, René Noël, Willy Peers, Roger Somville, Jean Terfve

Comité de rédaction : Jacques Aron, Jean Blume, Francis Chenot, Augustin Duchateau, Pierre Joye, Rosine Lewin, René Lonnoy, Jacques Moins, Jacques Nagels, Claude Renard, Jean-Paul-Vankeerbergen

Rédacteur en chef : Rosine Lewin

Edité sous le patronage de la Fondation Joseph Jacquemotte

Cinq textes d'Isabelle Blume

Les pages qui suivent ne constituent pas une anthologie des écrits d'Isabelle Blume, encore moins une biographie. Ce sont de « bonnes feuilles » d'un ouvrage consacré à la grande militante disparue, et que prépare l'historien José Gotovitch.

Nous remercions l'auteur ainsi que la Fondation J. Jacquemotte, qui éditera le livre, d'avoir accepté que les Cahiers marxistes en publient des extraits.

La série s'ouvre par le premier éditorial signé par Isabelle Blume dans « Le Peuple », le 18 janvier 1923. C'est un appel aux femmes, un appel qui s'inscrit dans un contexte très politique. Il s'agit d'expliquer les dangers que recèle pour l'avenir de l'Europe et du monde, l'occupation militaire de la Ruhr. Cette occupation, décidée par le gouvernement français pour contraindre les Allemands à honorer les clauses sur les réparations prévues par le Traité de Versailles, venait d'obtenir l'appui du gouvernement belge. Et Isabelle, institutrice au Borinage et jeune mère de trois enfants, montre aux autres mères pourquoi l'envoi de troupes belges dans la Ruhr ne résout aucun problème, mais risque au contraire d'aggraver le chauvinisme et le revanchisme, ce revanchisme auquel s'alimente déjà Hitler, auteur en cette même année 1923, d'une tentative de putsch.

Le texte suivant date de 1937. Isabelle Blume, député socialiste, interpelle le gouvernement Van Zeeland-Spaak sur la politique de non-intervention en Espagne. Nous sommes au lendemain du bombardement de Guernica, à la veille de dix autres Guernica. L'interpellatrice revient du pays basque. Son témoignage est brûlant. Au delà de sa charge d'humanité, c'est une analyse rigoureuse de ce que représente la guerre civile en Espagne, terrain d'expérimentation pour Hitler et Mussolini, qui préparent la mise à feu de l'Europe.

Avec « La Démocratie conjugale », qui se situe chronologiquement entre le premier et le deuxième extrait, nous quittons la politique étran-

gère. Publié dans le mensuel du Parti ouvrier belge « La Vie Ouvrière » en septembre 1930, cet article ouvre une enquête qui valut bien des rancunes à son auteur. Au départ de l'initiative, l'indignation d'Isabelle devant certaines habitudes des familles ouvrières d'alors, qui se traduisaient par un véritable asservissement de la mère de famille, surtout quand elle était épouse de militant. Bien des choses ont changé depuis lors. Il n'est plus une famille ouvrière où la ménagère sert debout quand son mari reçoit « du monde », où elle est contrainte pour plaire à son mari de cuire le pain elle-même, etc. Mais pour se poser en d'autres termes, le problème de la répartition équitable des tâches ménagères et éducatives est loin d''être réglé. Il nous paraît très significatif qu'Isabelle Blume ait tenu à le poser et à le faire débattre, voici 45 ans déjà, à l'intérieur d'un parti ouvrier.

Le texte suivant, repris d'une brochure de 1954 intitulée « Pourquoi je suis venue au Conseil mondial de la paix », retrace l'itinéraire politique d'Isabelle à un moment douloureux de cet itinéraire, qui fut aussi un moment difficile pour le mouvement ouvrier.

Enfin, un dernier texte, écrit il y a quatre ans, prend à l'heure de la débâcle américaine dans le Sud-Est asiatique, une résonnance pathétique ou prophétique...

Ces quelques documents ne restituent certes pas une image complète de la vie militante d'Isabelle Blume. Ils en éclairent cependant la continuité et la fidélité, continuité et fidélité qui, on le sait, la firent adhérer au Parti communiste de Belgique. Ils indiquent aussi comment notre amie vivait le féminisme : en l'intégrant intimement à son combat politique pour l'unité du mouvement ouvrier, pour la paix et pour le socialisme.

Combien de Mark pour un homme ?

La Ruhr est occupée !

De l'avis de tous les spécialistes en la matière, cette occupation ne donnera aucun résultat financier. Pourquoi donc la fait-on ? Il semble bien qu'à part le bluff de Poincaré, cette occupation satisfait en même temps une certaine notion de justice, notion assez simpliste d'ailleurs, et dépassée depuis longtemps puisqu'elle n'est qu'une forme à peine déguisée de l'antique loi du talion : « Œil pour œil et dent pour dent ! ».

« Les Allemands ont envahi la Belgique et la France, démonté les usines, opprimé les populations. Et vous voudriez que nous, les hommes de la « guerre du droit », bien plus civilisés qu'eux, nous ne fassions pas la même chose ?... Et ce qui plus est, sans en attendre d'autre résultat que celui d'une vengeance bien satisfaite. Allonc donc, pour qui nous prenez-vous ? »

C'est ainsi que raisonnent, sans qu'ils s'en doutent toujours, les hommes de 1923 !

Ils parlent de la paix à qui veut les entendre. Mais pour eux, point de paix avant que les Allemands l'aient payée, et bien cher, au prix de leur moëlle, au prix de leur sang, s'il le faut. Ils parlent de la fraternité nécessaire... et leur premier geste est de traiter en ennemi **un peuple** que sa misère et le désarmement rendent impuissant. Ils parlent de bon sens et de justice, et jamais leurs gestes ne furent plus fous.

Il est heureux que cette danse infernale et macabre dans laquelle le monde occidental semble se complaire, laisse encore un peu de sens commun à quelques hommes. Je fus heureuse d'en entendre l'autre jour au Conseil général du P.O., qui disaient qu'au-dessus de l'intérêt immédiat, il fallait placer l'intérêt infiniment plus grand et plus respectable de toute l'humanité, de toute la civilisation. Ils auraient pu dire : celui de l'avenir ! Je crains que l'on ne se rende pas compte, dans notre pays et ailleurs, que si l'occupation de la Ruhr n'amène pas immédiatement une nouvelle guerre, elle perpétue du moins la mentalité de guerre. J'en connais de qui le cœur aura battu un peu plus vite et qui se seront sentis plus fiers d'être Belges...

J'en connais d'autres qui, au coin de leur feu, pères et mères, n'ont encore rien osé se dire depuis ce jour-là... tremblant pour leur fils qui est là-bas ! Et c'est à toutes les mères de mon pays que je voudrais m'adresser ici. Ne pensez-vous pas toutes qu'il est grand temps que les gouvernements cessent de jouer avec la vie de nos fils ?

Des marks, certes, il en faut pour vivre ! La justice vengée, le droit respecté... cela, nous le comprenons, mais nous nous souvenons aussi que c'est avec ces mots-là que, depuis des siècles, on a tué les enfants des femmes. Je compatis avec les ouvriers allemands obligés de travailler sous la garde de l'étranger, mais je pense aussi au « jass » qui demain pourrait être victime d'une émeute. Femmes, qui croyez que votre rôle ne dépasse pas les murs de votre maison, pensez à ce que peut la politique contemporaine !

Deux diplomates de chez nous décident aujourd'hui que, pour quelques milliards de marks, que d'ailleurs on n'aura point, — et ils savent qu'on ne les récupèrera jamais par ces moyens — il est sans importance d'exposer des vies. Demain, peut-être, parce qu'ils ne pourront plus reculer, ils diront : « C'est la guerre ! ».

Je m'étonne que des quatre coins du pays, on n'entend pas, en même temps que la protestation des hommes, celle des femmes. Quand donc comprendront-elles que c'est elles, et elles seules, qui feront pencher le plateau de la balance ?

A quoi bon les regrets et les larmes quand les vies seront fauchées ? C'est avant qu'il faut agir ! A quoi rime tout ce qu'on pense de nous et de notre rôle dans la société, si cette société n'a pas le respect de ce qui nous est le plus précieux, nos enfants

Nous prend-on encore pour les femmes antiques, fières de raconter les exploits guerriers de leurs fils ?

Qu'on sache donc que détruire la vie est une chose affreuse, parce que c'est la négation de notre raison d'être. Un meurtre est un meurtre et toute la casuistique politique ne fera jamais croire à une mère que son fils est plus grand et plus beau quand il tue un homme que quand il fait un travail utile.

Disons à cette société qui a besoin de nous qu'elle n'aura notre collaboration que si elle la respecte, ou plutôt (et c'est la seule chose à faire) imposons-lui notre collaboration. Que notre voix se fasse entendre. Réfléchissons et pesons notre responsabilité. Se taire en ce moment serait un crime ! Ne pas unir notre effort à

celui des hommes conscients et sensés serait une lâcheté ! Si les 700.000 socialistes syndiqués du pays protestent, que le gouvernement sache que derrière eux il y a encore un plus grand nombre de femmes, prêtes à tenter l'impossible pour sauver leurs enfants !

Il faut plus de courage pour être grand dans la paix que dans la guerre.

Laissons aux amateurs de comédie les attitudes héroïques et spartiates. Obstinons-nous, humbles femmes du peuple, dans notre rôle de résistance à la guerre. Si cela ne nous pose pas dans l'esprit des patriotes « à longue distance », cela nous grandira un jour dans le cœur de nos fils. A ceux qui rappellent constamment les souffrances endurées, le cœur des femmes doit répondre par l'évocation des souffrances qu'il ne faut plus endurer.

Il faut que la femme, gardienne de la vie, apprenne à l'homme la logique de la vie. Et cette logique veut que celui qui a souffert refuse de faire souffrir les autres.

Ah ! oui, gardiennes de la vie, nous voulons bien l'être, toujours plus et toujours mieux, mais non pas pour que nos fils aillent détruire ailleurs la vie que d'autres femmes, nos sœurs, ont créée.

Femmes belges, la bataille est ouverte ! Qui l'emportera ? Les marks qu'on promet toujours et qui ne viennent jamais, ou la vie ? Pour nous, nous disons avec tous les socialistes : la vie d'un homme, fût-il un ouvrier, vaut plus que l'or de tous les financiers du monde.

A côté d'eux, défendons cette vie-là !

Editorial du « Peuple », le 18 janvier 1923.

Après Guernica

Si Guernica n'était qu'un passé lourd de honte pour les armées de Franco et pour les aviateurs allemands qui consentirent à cette sinistre besogne, si ce n'était aussi qu'un passé lourd de tristesse pour les familles basques dispersées et qui ne savent plus comment se compter, je n'aurais pas éprouvé le besoin d'ajouter ma voix à la voix aussi autorisée de M. Vandervelde. Mais pour la Biscaye, Guernica n'est pas un passé, c'est une actualité affreuse et brûlante. Il y a en ce moment sur le front basque, chaque jour, un Guernica. C'est tantôt Yurre, un petit village presque entièrement détruit, l'église y compris. Dima, un autre village. Avant-hier, c'était Lemona, c'était Amorebieta et Mungua, que nous avons vu presque entier il y a huit jours, où les hommes vaquaient à leurs travaux, où les vieillards gardaient les enfants et qui maintenant n'est plus que ruines et cendres et où l'unique occupation est d'enterrer les morts.

Si je veux ajouter à l'histoire de Guernica la situation de Bilbao et du front basque, c'est parce que non seulement je désire faire défiler devant vos yeux des spectacles affreux, mais parce que je nourris aujourd'hui l'ambition de réaliser l'unanimité de vos esprits, de vos cœurs et de vos consciences autour du martyr d'un peuple qui se bat pour défendre sa liberté et sa religion. Car les Basques, tous les catholiques basques, que nous avons vus, se battent en ce

moment non seulement pour la liberté à laquelle ils tiennent, mais pour leur religion à laquelle ils tiennent plus encore.

Vous dirai-je que c'est avec un peu de crainte que j'aborde aujourd'hui cette tribune ? Je ne voudrais pas prononcer un mot qui puisse risquer de briser l'unanimité, que je souhaite aujourd'hui autour de l'aide que la Belgique peut et doit apporter au peuple basque. Je vais essayer de vous décrire la situation de Bilbao et du front de Biscaye. Bilbao est en ce moment le centre de la lutte. C'est une ville qui comptait primitivement 100.000 habitants et qui héberge en plus 140.000 réfugiés; elle a donc passé de 100.000 à 240.000 habitants. L'ennemi l'entoure de trois côtés. Il ne reste qu'un passage étroit vers Santander. Du quatrième côté, c'est la mer, une mer par laquelle n'arrivent que très parcimonieusement le ravitaillement et les secours. Quand je parle de l'ennemi qui entoure la ville, je parle évidemment des rebelles, des Espagnols, des Requetes, mais surtout des troupes italiennes et des aviateurs allemands dont quelques-uns ont été faits prisonniers et sont partis d'Allemagne — j'ai ici leur feuille de route — le 20 avril, c'est-à-dire au lendemain du jour où le contrôle a été décrété.

Si l'on compte sur la non-intervention pour apporter la paix, l'apaisement et une certaine égalité dans les armes en Espagne, on se trompe fortement, puisque l'aviateur dont il est question a pris congé de ses amis, ainsi qu'en témoigne son carnet de route, le 18, le 19 et le 20; il a fêté son départ le 21; le 22 il est parti à Rome; le 23 départ de Rome à Séville; le 24 départ de Séville par Salamanque et Burgos à Vitoria. C'est dans cette dernière localité qu'il a reçu l'appareil pour aller se battre.

Son journal de guerre est édifiant et montre quelles sont les méthodes de lutte employées sur le front basque. Constamment, dans ce journal, dont je tiens d'ailleurs la photographie de l'original et la traduction à votre disposition, il est question d'attaques à basse altitude, de poursuites d'autos et de civils. Ce qu'il y a d'affreux dans la situation de Bilbao, c'est que non seulement on se bat au front, mais que chaque jour le cercle infernal du bombardement se resserre autour de la ville même. Et ce que l'on bombarde, ce que l'on mitraille, ce ne sont pas les positions militaires. Les gouvernementaux n'ayant pas d'avions, les appareils des rebelles descendent en rase motte à 100 ou 50 mètres de hauteur, mitraillant les paysans qui labourent paisiblement leurs champs, ainsi que les autos qui circulent le long des routes. Nous avons vu à l'hôpital de Bilbao des salles entièrement remplies de grands blessés, portant tous des blessures dans le dos. Nous croyions que c'étaient des soldats. Quel ne fut pas notre étonnement quand les sœurs, qui les soignaient, nous ont dit que c'étaient des civils attaqués par des avions.

Le matériel employé est du matériel italien et allemand. Je tiens à votre disposition la photographie de ce matériel. D'ailleurs, les engins qu'on a pris à l'ennemi sont exposés dans les vitrines de la ville de Bilbao, et n'importe qui peut se rendre compte de l'origine de ce matériel de guerre. Nous avons aussi rapporté de là-bas toute une série de passeports et de cartes d'aviateurs, et même des cartes du parti nazi, bien que ces cartes soient tout de suite transformées, l'aviateur allemand arrivant en Espagne devenant aussitôt Espagnol. Ces cartes montrent également que quelques-uns d'entre eux sont venus en Espagne et au pays basque après l'entrée en vigueur de

l'application du contrôle. Et se sont ces mêmes hommes qui, en ce moment mitraillent la population civile.

La population civile de Bilbao vit dans une crainte constante; les femmes et les enfants passent leurs journées sur les escaliers auprès des refuges, car il y a dix, douze ou quinze alertes d'avions par jour, et les mères désirent être là pour sauver la vie de leurs enfants. Cette population, qui vit dans une crainte constante, n'a pas à manger. Ce qui reste, du pain noir, est rationné. Le ministre du ravitaillement a des provisions de blé à Rotterdam; seulement, il ne parvient pas à les faire arriver à Bilbao, parce qu'il n'y a pas d'armateur qui veuille risquer l'embarquement et le transport du blé à Bilbao en ce moment.

N'est-il pas épouvantable, messieurs, qu'une population civile, qui vit ainsi dans une crainte constante, qui se trouve à la porte de la famine, ne reçoive pas d'autre part les moyens de défense antiaériens indispensables ? Pourtant les canons antiavions ne sont pas des armes offensives! ils pourraient tout au plus servir à la défense d'une population angoissée et mitraillée chaque jour par les appareils italiens et allemands.

Le gouvernement qui a à faire face à cette situation, est un gouvernement à majorité catholique. Les hommes, qui le composent, ont été choisis parmi ceux qui, en Espagne, pendant la république, ont lutté en première ligne pour la cause catholique.

Ce sont ces hommes qui disent et répètent que c'est sous le gouvernement de la république qu'ils ont eu le moyen de vivre le plus et le mieux en catholiques. C'est la raison pour laquelle ils désirent que ce régime, qui a été accepté par les suffrages du peuple, subsiste en Espagne.

Pour ceux qui seraient incrédules, nous rapportons d'une soirée, passée avec les chefs des syndicats chrétiens de Bilbao, des messages à l'intention des chefs des syndicats chétiens de Belgique. Tous les catholiques de là-bas, qui ont une responsabilité, sentent qu'il est de leur devoir d'éclairer ici l'opinion catholique sur la lutte qu'ils sont en train de mener. Ce que nous vous rapportons n'est pas seulement une demande ni une prière de ceux qu'on appelle « les rouges », et qui, parfois, à votre point de vue, ont commis de l'autre côté des excès contre ceux que vous aimez et que vous respectez; c'est aussi une demande, une prière et un témoignage de vos coreligionnaires qui, en ce moment, savent pour qu'elle raison ils sont en train de se battre et de gouverner aux côtés des socialistes et des communistes.

(...)

Messieurs, deux grands devoirs s'imposent donc à nous : ravitailler la population de Bilbao, évacuer les femmes et les enfants. Mais cela ne suffit pas. Si la politique générale ne se modifie pas, ceux qui resteront là-bas après l'évacuation des femmes et des enfants seront encore exposés à une mort affreuse de la part des avions ennemis qui viendraient bombarder la ville. Ce sera le cas si un sursaut de conscience ne secoue unanimement l'Europe. C'est pourquoi j'espère que d'autres que nous rencontreront les délégués du pays basque. J'espère que des coreligionnaires des membres du gouvernement basque iront faire une enquête sur place et que après s'être rendu un compte exact de la situation, ils s'essaieront, eux aussi, à transformer l'opinion publique.

Nous avons tous cru, je pense, à la politique de non-intervention qui devait terminer la guerre. Je vous apporte aujourd'hui la preuve que cette non-intervention est unilatérale, c'est-à-dire qu'elle a uniquement pour effet de priver Bilbao de matériel de défense anti-aérienne, tandis qu'elle aboutit à procurer à Franco et aux rebelles les hommes et les munitions nécessaires pour continuer la guerre civile.

J'espère donc que le gouvernement nous donnera une réponse favorable, tant au point de vue du ravitaillement de Bilbao qu'au point de vue de l'évacuation des femmes et des enfants.

Mais je voudrais espérer plus et mieux : je veux espérer que, devant l'exemple tragique du front basque, nous ferons l'unanimité un jour sur autre chose que sur l'envoi de secours humanitaires qui ne nous coûteraient que l'argent, que nous ferons, dis-je, l'unanimité sur une politique qui sauvera véritablement un peuple qui se bat en ce moment pour sa liberté et pour sa religion. *(Applaudissements sur les bancs socialistes et communistes.)*

Interpellation à la Chambre des Représentants, 25 mai 1937.

La démocratie conjugale

On-oir ! ou bien un autre grognement qui ressemble à celui-ci annonce à toute la maison que le père est rentré.

Silencieux, il pose sa toile cirée sur la table; il pend sa veste au portemanteau.

Autour de lui, la mère s'affaire.

Lui s'assied et boit sa tasse de café.

« De l'eau pour me laver ».

Aussitôt le bassin est prêt, et comme un prêtre à l'autel, l'homme attend que son humble servant lui mette en mains savon et essuie-mains.

La liste des demandes continue.

« Faudra souper de bonne heure, j'ai une réunion ».

« Mes bottines », « mon faux-col ».

Le souper est sur la table. L'homme a pris son journal et lit en mangeant. Est-ce bon ? Il n'en dit rien, pas un regard, pas un geste, pas un mot ne remercie celle qui a mis tous ses soins à préparer ce repas. Est-ce mauvais ? Il repousse son assiette et fait quelques remarques aigres-douces.

Autour de lui, les enfants soupent. Les plus petits sont fatigués et prêts à dormir, les aînés songent à la partie de plaisir ou à l'école du soir qui les attend. Ils parlent peu. Bien calés sur leur chaise, ils mangent et boivent.

La mère va et vient.

A-t-elle une chaise ? personne ne s'en soucie.

« Maman, de l'eau ! »

« Maman, des pommes de terre ! »

« Du pain ! »

Sans cesse, elle se dérange et sert comme une automate, sans joie et sans plaisir. Entre deux, elle avale une bouchée. L'homme et les enfants n'ont pas l'idée qu'ils pourraient se remuer et lui apporter l'eau et le pain. Chose plus étrange encore, elle-même n'en a pas l'idée.

De temps en temps, elle se révolte et dit : « Allez le chercher vous-même »; mais cela ne dure pas. Le lendemain sera semblable à la veille.

Le fils comme le père dit : « Mes souliers, ma chemise, mon faux-col ».

Elle trotte pour l'un comme pour l'autre.

Dès qu'ils sont partis, elle remet en ordre tout ce qu'il ont laissé traîner. elle couche les petits, elle prépare les « mallettes » pour le lendemain, elle coud, elle raccommode. Suivant les jours elle les attend ou elle se couche avant leur retour. De l'une ou l'autre façon, elle ne sait pas grand'chose sur la manière dont ils ont passé leur soirée; elle ne connait rien ou à peu près rien de leur vie.

Elle peut travailler ainsi toujours, ils trouveront cela tout naturel, et jamais ne songeront à l'aider et à lui faire partager leurs préoccupations.

Ainsi en va-t-il dans beaucoup de nos maisons ouvrières. Celle que les poètes appellent « l'ange du foyer » n'est trop souvent qu'une servante qui n'aurait ni sortie, ni congé, et de qui ses maîtres ne s'occuperaient guère.

De qui cela dépend-il ?

De l'homme d'abord, qui, occupé autrefois par de très longues journées de travail, trouvait juste et naturel qu'on s'occupât de lui dès qu'il rentrait. Il en avait fait assez et la peine des autres ne l'émouvait pas plus que la sienne. La génération des « huit heures » ne s'est pas encore avisée que si le travail est pour elle moins dur et moins long, rien n'a été changé ou si peu dans le travail ménager. La journée des huit heures reste pour la ménagère le rêve qu'il était il y a vingt ans pour la classe ouvrière.

Une des premières utilisations des heures de loisir ne devrait-elle pas être une collaboration de l'homme et des aînés, à ce travail jamais fini de la femme ? Comment celle-ci occupera-t-elle jamais à la maison la place à laquelle elle a droit si le « maître » ne lui procure le temps de vivre, de lire, de penser ?

Et puis... il y a la veille mentalité de l'homme qui doit être servi.

Aux détails matériels, rien ne ressemble plus à la vie d'un bourgeois à la maison que celle de l'ouvrier dans la sienne.

Le bourgeois est servi par ses domestiques, l'ouvrier par sa femme.

Or, qui ne voit qu'il n'est pas possible, en restant humain, de transporter les mêmes mœurs d'un milieu social dans l'autre ?

Les admettre, c'est ravaler du coup la femme de la classe ouvrière au simple rang de servante, et c'est enlever à toute la vie de famille le caractère de dignité et de distinction démocratique qu'elle pourrait avoir.

Comment arriverons-nous à une conception vitale de l'égalité et de la démocratie si nous ne la pratiquons d'abord dans nos familles ?

Or, l'idée même de démocratie écarte le fait d'une portion de la société ayant huit heures de travail et huit heures de loisir, tandis que l'autre travaillerait douze ou seize heures.

Est-ce une image de la démocratie que cette femme qui a à peine le temps de manger pour servir tout le monde, tandis que l'homme et les enfants sont vissés sur leur chaise ? Dès que la pratique de la justice s'en va, se perd aussi celle du respect.

Cette mère qui travaille dur et sans relâche n'est presque rien dans la vie de ses enfants. Trop absorbée par la vie matérielle, elle n'inspire ni ne guide, elle n'en a pas le temps, et l'attitude du père n'anime guère les enfants à s'incliner devant ce dévouement obscur et tragique dans sa simplicité.

Mais de tout cela, l'homme est-il seul responsable ? Non certes, et je crois qu'après tout, la grande coupable, si coupable il y a, c'est encore la femme.

Elle n'a pas encore compris que le « service », pour être fécond et promoteur de vie morale, doit être intelligent, et qu'il est encore d'autres façons de servir sa famille que de faire la lessive, nettoyer et s'occuper de chacun jusqu'à être l'esclave de tous.

La femme de la classe ouvrière doit devenir plus et mieux qu'une bonne servante qui aurait à cœur les intérêts de la maison.

Pour en arriver là, point n'est besoin de prendre des airs de révolutionnaires.

Un service aimablement demandé peut faire comprendre à l'homme qu'il y a une place pour lui dans l'activité familiale.

Si les objets sont rangés toujours à la même place, il n'y a aucune raison pour que l'homme et les fils ne trouvent pas seuls leur faux-col et leurs bottines.

Le repas serait plus agréable pour chacun si la mère, au lieu d'être assise à un coin de la table, occupait au centre la place qui lui permet de voir chacun, de se sentir près de tous et de veiller sans agitation au bien-être des autres.

Si les enfants se partagent le service, chacun ne se déplacera qu'une fois. Au lieu d'un rassemblement autour du repas, il y aura une vraie réunion. Le père se déshabituera de lire son journal à la table si, auprès de lui, sa femme et ses enfants s'entretiennent des événements de la journée.

Si la femme est fine, elle dirigera la conversation, elle inspirera les attitudes, elle surveillera les gestes, elle sera le centre de cette réunion.

Et qu'elle ne pense pas que son rôle sera diminué; il lui suffira de voir les regards reconnaissants de ceux à qui elle offre une deuxième fois du plat préféré, du plus petit à qui elle a le temps de repasser du dessert, du père dont elle connaît les petites faiblesses innocentes, pour savoir que tous apprécient sa nouvelle façon de comprendre son rôle !

« Maîtresse de maison » dans une demeure où le souci de chacun est de servir les autres et de s'oublier soi-même, quoi sur terre de plus essentiellement noble, bon et démocratique ?

La Vie Ouvrière, septembre 1930.

Pourquoi je suis venue au Conseil mondial de la paix

Lorsque la présence à Varsovie et l'organisation de l' « Entente franco-belge contre le réarmement de l'Allemagne » provoquèrent mon expulsion du PSB, beaucoup s'étonnèrent et de nombreux amis socialistes se demandèrent et se demandent encore : que lui est-il arrivé ?

Leur étonnement à la fois me confond et m'apparaît comme un signe si grave que je veux, devant eux et des milliers d'autres, contre mon habitude et uniquement pour servir la paix, raconter le chemin parcouru, et la course à la fois si folle et si sage, qui m'a permis de rejoindre ceux qui, venus de partout, s'étaient réunis pour faire ensemble la paix.

Pour comprendre la ligne de développement de notre génération, peut-être faut-il remonter à l'autre guerre, à cette expérience si profonde et jamais effacée de nos vingt ans, où pendant quatre ans, de ce côté du front, nous avons attendu les êtres chers qui se battaient, pendant que naissaient nos enfants.

Depuis longtemps, j'avais oublié la faim qui souvent m'avait tenaillée tandis que vivaient encore chauds en moi les souvenirs des angoisses, des rêves où, à distance, je lisais les lettres qu'on écrivait et qui jamais n'arrivaient, de la tristesse de ma mère dont les bras semblaient être devenus inutiles depuis qu'ils ne pouvaient plus étreindre son fils engagé volontaire, de mes remords d'être là, loin des obus, tandis que d'autres mouraient pour nous. J'ai porté le deuil de Jaurès, comme je devais porter celui de Liebknecht et Rosa Luxemburg. Pas un jour de ces quatre ans n'a passé sans qu'auprès du berceau de mes enfants, je n'aie juré de donner ma vie pour la paix. Le Parti socialiste auquel j'adhérai aussitôt après la guerre me paraissait le meilleur endroit où je pouvais, dans mon pays, servir à la fois la paix et la justice sociale. Ayant grandi dans un milieu socialiste (Alfred Defuisseaux, auteur du « Catéchisme du peuple », n'avait-il pas signé le document scellé dans la pierre de l'angle du temple bâti par mon père), je n'avais jamais été mêlée à la lutte du parti. Je savais que notre lutte était une lutte mondiale mais j'avais applaudi à la révolution de 1917 sans en comprendre toute la portée pour nos pays d'Occident.

Dans les milieux où je vivais, dans le milieu des églises protestantes, on parlait beaucoup de paix, mais jamais on n'agissait pour la paix ou la justice sociale. Quand je disais mes tourments et mes révoltes, on me répondait : « Il faut d'abord faire la paix avec Dieu et avec soi-même ». — Il me fallait retrouver le souvenir de mon père, nous apprenant tout enfant, à nous révolter contre le massacre des Arméniens, à collecter pour les Boers ou nous lisant les résolutions du Congrès pour la paix et la limitation des armements, pour savoir que j'avais raison et qu'il n'y a pas de paix avec Dieu qui ne passe d'abord par les hommes.

Mes premiers contacts avec le parti m'affermirent dans cette conviction. Ce fut le temps du « fusil brisé » où le vieil Anseele provoqua la chute du gouvernement d'Entente nationale. J'entends encore la voix chaude de Vandervelde s'élevant contre l'occupation de la Ruhr, dans la salle blanche de la Maison du Peuple, et je sens encore le flot de joie qui m'envahit lorsque Joseph Wauters publia dans « Le Peuple », en leader, mon premier article sur l'occupation de la Ruhr. Ma joie n'était pas provoquée par la publication de l'article, mais par la constatation que ma pensée, qui s'était formée dans la vie quotidienne avec les ouvriers des fabriques de réfractaire et de porcelaine, les plus mal payés et les plus malades, les mineurs du Borinage, était juste et que n'avais aucun effort à faire pour me trouver de plein-pied avec ceux qui, en luttant contre le militarisme et le chauvinisme, défendaient les travailleurs et la paix. Comment ne pas se rallier à l'analyse des causes et des responsabilités de la guerre telle qu'elle fut faite à Frankfort (*) ? Quel est l'homme honnête qui pouvait ne pas trouver plus justes que celles de Versailles, les propositions élaborées à cette époque par l'Internationale non encore reconstituée ?

En ce temps-là, le socialisme opposa au moins sa conception de la paix à celle qui s'élaborait dans les organisations qui terminèrent si mal la « der des der ».

Comment ne me serais-je pas fortifiée dans ma conviction après cette séance des Femmes prévoyantes, où pour la première fois je leur parlais, et où Vandervelde, entré sans bruit dans le fond de la salle, approuva mes réponses aux questions posées sur les origines de la guerre ? Que l'on retrouve les syllabus de mon cours d'Histoire contemporaine à l'Ecole Ouvrière supérieure, et l'on y lira que j'ai toujours enseigné que le traité de Rapallo (russe-allemand) qui permettait la reprise des échanges commerciaux était le seul traité intelligent conçu après guerre, l'exemple de ce qu'il fallait faire pour construire la paix.

Que fais-je d'autre à l'heure actuelle en essayant, pour ma faible part, de propager l'idée de coexistence pacifique ? Je regrette encore aujourd'hui de n'avoir pas discuté plus et mieux le traité de Locarno, qui d'emblée m'était apparu comme un accroc grave fait à l'esprit de la Société des Nations, et qui devait être le premier chaînon du cordon sanitaire dont on entoura l'Union soviétique, sans redonner à l'Allemagne les moyens de vivre dans la paix et pour la paix.

C'était, certes, moins grave que le réarmement dont on parle aujourd'hui, mais en fait ce dernier participe de la même conception politique. On réarme l'Allemagne par peur d'une agression sovié-

tique, par haine du communisme. Seulement à cette époque il y avait au parti socialiste un chef qui n'était pas systématiquement anticommuniste et antisoviétique. Il le montra par la suite.

Un jour vint où il me fallut payer mon attachement à la paix et au socialisme. Ce fut le 11 novembre 1928. J'avais pris la parole le 11 à la fête de l'Armistice à Mons et j'avais profité de l'occasion pour montrer que les origines de cette guerre à laquelle nous, petit peuple, nous avions été acculés, étaient telles que nous n'avions pas à nous en glorifier. Un journal réactionnaire m'accusa de manquer de respect vis-à-vis des morts et de démoraliser la nation ! — Les accusations, on le voit, ne changent guère. La Direction Protestante Américaine (déjà) de l'école où j'enseignais l'histoire me mit en demeure de choisir entre mon emploi et mon action militante pour le socialisme et la paix.

Dès lors je me consacrai à l'organisation des femmes socialistes et à la lutte pour la paix. Les deux actions étaient intimement liées.

Contrairement à ce que d'aucuns pourraient penser, la lutte pour la paix au sein du parti ne fut pas toujours facile. Non pas que chacun n'y désirât la paix, comme aujourd'hui sans doute, mais parce que dans notre pays les buts immédiats bornent souvent l'horizon et que la plupart des militants abdiquent colontiers dans les mains de quelques-uns sur le terrain de la politique internationale. Ils expliquent leur attitude en disant « je ne sais pas » ou « je ne suis pas à la hauteur ». Comme si un véritable militant ouvrier, où qu'il soit placé, devait jamais se résigner à ne pas savoir ou à ne pas agir, surtout quand il s'agit des questions de vie ou de mort ! Cela devint plus vrai encore depuis l'échec de la propagande pour le « plan du travail » et l'entrée des socialistes au gouvernement en mars 1935. Auparavant les partisans de la paix avaient déjà subi un échec lors de la révision du programme du parti. La discussion avait été vive au sujet de la formule « de la participation du parti à la défense nationale ». Les uns après les autres, les adversaires de la formule avaient franchi l'espace qui séparait les deux camps. Nous restions une poignée pour défendre l'idée que nous nous faisions de la défense nationale en régime capitaliste.

Après avoir montré comment le capitalisme camouflait toujours les raisons de ses guerres, et me séparant de ceux qui prétendaient résoudre le problème par la résistance passive et l'objection de conscience uniquement, j'avais conclu mon intervention au congrès en disant : « Nous voici avec nos fils pour la révolution, s'il le faut, pour la guerre jamais ! » Le point de vue, à l'époque, était juste, il l'est encore aujourd'hui. C'est nécessaire de le dire car dans un petit pays comme le nôtre, on dit trop souvent à la masse, un sourire entendu aux lèvres « avec nos dimensions nous ne ferons jamais une guerre d'agression ». L'on masque ainsi, derrière une formule facile, qu'on peut se laisser embrigader pour une guerre d'agression par une grande puissance intéressée. C'est ce qui se passe en ce moment. N'oublions pas que ceux qui en cette occasion restèrent fidèles à la conception socialiste furent les premiers à comprendre la nécessité de se battre contre le nazisme, tandis que ceux qui étaient passés de l'autre côté, ont accepté les empiétements du nazisme et se sont réjouis de Munich.

Avec les « Femmes Socialistes » et la « Ligue des Femmes contre la guerre et le fascisme » nous avons mené une campagne de

signatures pour le désarmement. Si mes souvenirs me servent bien, c'est aux Etats-Unis qu'on en avait recueilli le plus. Un soir, nous avons accompagné Louis de Brouckère qui s'en allait à Genève, porteur de nos vœux et de nos espoirs pour assister à la « Conférence du Désarmement ». Depuis lors, que ce fut en faveur d'un objecteur de conscience, ou de nos « Jeunes Gardes », qui se cramponnaient à leur attitude antimilitariste, ou que ce fut pour mettre la population en garde contre le développement du fascisme et du nazisme qui menaient tout droit à la guerre, la lutte n'a pas cessé un seul jour.

Dans cette lutte nous avons échoué sur deux points :

1° Faire admettre à temps aux travailleurs belges que le fascisme était le seul ennemi à combattre;

2° que les fascistes ayant fait leur unité autour de l'axe Allemagne-Italie-Japon, il n'y avait qu'une manière de l'abattre, c'était de faire l'unité des travailleurs.

Un moment cependant, ils furent bien près de voir tout à fait clair. Ce fut pendant la guerre d'Espagne. Mais ce qui était clair à leur cœur ne le fut pas à leur esprit. Ils donnèrent tout ce qu'ils avaient pour les enfants d'Espagne, et le jour venu, il se trouva une majorité pour voter la reconnaissance de Burgos. Malgré les regrets et les avertissements de quelques-uns, nos syndicats adoptèrent la politique de « neutralité » et « d'indépendance ». Nous, les tenants de la paix, nous devions nous battre contre la non-intervention et réclamer des armes pour l'Espagne. La même confusion continue de régner dans pas mal d'esprits et tel ami fervent de l'Espagne républicaine trouve moyen d'être un défenseur du Pacte atlantique et du réarmement.

L'anticommunisme et l'antisoviétisme furent, alors comme maintenant, la cause de tout le mal. Les bouches qui n'avaient jamais proféré un mot de condamnation contre le bombardement de Guernica, n'en avaient point assez pour blâmer la guerre en Finlande. A cette époque, mon attitude me valut des menaces d'exclusion. La situation était grave, beaucoup n'y voyaient pas très clair, on était sans doute plus tolérant et plus personne n'en parla.

La guerre devait nous réunir. Au cours de celle-ci, cependant, un observateur attentif pouvait discerner ce que serait la politique internationale par la suite.

La guerre terminée, on prit les mêmes hommes et, sous prétexte de ne plus recommencer les mêmes erreurs, sans se donner la peine de faire une analyse profonde de la situation, on décora du nom de « mesures justes » les erreurs qui étaient le contrepied des premières.

Puisque la politique de neutralité et d'indépendance avait échoué, on se livra pieds et poings liés à l'Angleterre d'abord, à l'Amérique ensuite. L'argument du « petit pays qui ne peut se suffire » servit à excuser une politique de servitude qui alla jusqu'au pacte militaire occidental et au Pacte atlantique. Notre pays, le seul au monde sans doute, qui avait terminé la guerre comme créditeur de l'Amérique, organisa si mal son économie, qu'il eut recours au

plan Marshall, qui ne rapporta même pas autant que nous eût rapporté l'uranium du Congo vendu à un prix normal.

Peu à peu, et très vite, au sein du parti socialiste, s'effrita la reconnaissance vis-à-vis de l'aide que nous avait apportée l'U.R.S.S. Dès les premiers jours on soupçonna tous ceux qui avaient renoué avec les « Amitiés Belgo-Soviétiques », et dès 1948, oser se dire un ami des pays de l'Est était déjà devenu un crime de lèse-parti. Il n'était pas possible pour quelqu'un qui avant 1940 avait mené en toute sincérité la lutte contre le fascisme et pour la paix, de ne pas s'opposer à cette politique qui ne se camouflait plus et qui, au nom du socialisme, servait la préparation à une nouvelle guerre et au réarmement du monde.

Après avoir lutté en vain dans le parti, avoir vu nos syndicats se séparer de la Fédération Syndicale Mondiale et après être restée seule au parlement à ne point voter des pactes de guerre, j'ai pensé que le seul endroit où il m'était encore possible de défendre la paix c'était le Conseil mondial de la paix. (...)

(*) Première réunion des membres de l'Internationale Socialiste avec les Allemands, après la guerre 1914-1918.

Vaincre les Etats-Unis en Indochine

Soixante-cinq mille mots...

C'est le nombre fabuleux que le président Nixon a dû employer pour expliquer que le mot « paix » qu'il répète volontiers recouvre une montagne de mensonges aux dimensions incommensurables.

Si nous avons pris ce dernier message du président des Etats-Unis comme thème de notre éditorial, c'est qu'il recouvre tous nos champs de lutte et d'action pour la paix, qu'il démontre la justesse de nos vues sur l'état du monde et nous impose la nécessité non seulement de persévérer mais de faire plus et de rassembler toutes les bonnes volontés dans une résistance large, profonde et intelligemment planifiée à cet impérialisme américain qui prétend imposr partout sa « paix » après avoir imposé partout sa guerre.

En cet endroit du monde dont la situation nous bouleverse le plus, l'Indochine, déjà les communiqués de presse quotidiens nous ont appris l'échec de l'offensive entreprise par Saigon pour bloquer la piste Ho-Chi-Minh. Ils nous ont appris aussi les bombardements massifs effectués par l'aviation américaine. Car bombarder de 3.000 mètres de hauteur, pilonner sans arrêt, répandre des défoliants pour éclaircir la végétation et tuer toute vie, prolonger les crimes de guerre, c'est couvrir des opérations, ce n'est pas étendre la guerre, paraît-il.

Au moment où cet éditorial est écrit, il n'est même plus possible de voiler la vérité : on est obligé de reconnaître que des troupes américaines, malgré les promesses, entreront au Laos. Le prétexte : sauver les aviateurs américains abattus.

En fait, la vietnamisation a échoué (Y a-t-on jamais cru ?) et une nouvelle escalade commence, qui menace dès à présent le Nord-Vietnam.

La stupidité s'ajoute ainsi au crime pour détruire ces vaillants peuples d'Indochine en quête de leur liberté.

Comme on l'a dit souvent, c'est à cet endroit de la terre, le plus attaqué, où les Etats-Unis veulent faire le test de leur puissance, qu'il faut vaincre l'impérialisme américain. Certes, il s'exerce partout : en Afrique, au Nord-Est asiatique, en Amérique du Sud, mais c'est là, en Indochine, qu'il faut le vaincre.

Si nous voulons que soient victorieux les combats des colonies portugaises, que s'affirme l'indépendance totale des Etats de l'O.U.A., que les pays d'Amérique latine puissent exploiter leurs propres richesses et se construire une vie libre hors de la tutelle du Nord, que nous-mêmes enfin débarrassés des blocs et bases militaires, nous puissions reprendre dans nos mains nos destinées, il faut que les Etats-Unis soient vaincus en Indochine.

(...)

Editorial de « Le Monde et la paix », mars 1971.

Ouvrages édités par la Fondation Joseph Jacquemotte et encore disponibles

Claude Renard	La conquête du suffrage universel	100 F
Pierre Joye et Rosine Lewin	L'Eglise et le mouvement ouvrier en Belgique	240 F
Robert Sevrin	Vers la fusion des communes en en Wallonie	192 F
Jacques Aron	Théorie et pratique de la spéculation foncière	70 F
Claude Renard	Marxisme et politique	47 F

CCP de la Fondation Jacquemotte : n° 00-0188745-80
20, avenue de Stalingrad, 1000 Bruxelles.

Marthe VAN DE MEULEBROECKE.

L'Année Internationale de la Femme

Réalité ou mystification ?

Il est de bon ton de proclamer les droits de la femme. Même le Vatican peut prétendre participer à l'*Année Internationale de la Femme !* Par exemple en décidant sans elle de sa vraie vocation. — qui est, comme chacun sait, de soumission. D'autres instances tiennent des discours plus satisfaisants et plus égalitaires et les confient même quelquefois à des femmes, dites éminentes. Mais concrètement qu'en restera-t-il ? Quel pouvoir réel ont ces institutions, si internationales et si brillantes soient-elles ? Leur arriverait-il même d'*accorder* quelques droits que ceux-ci resteraient lettre morte. Les droits dont on se sert bien sont ceux que l'on a conquis soi-même. Ne prenons donc pas l'O.N.U. pour le père Noël. Et demandons-nous quel est le sens de la lutte féministe. Quels sont ses moyens ? Et peut-être quelles sont ses limites ?

♣

Le féminisme comporte-t-il des limites ? Je ne le pense pas. Demande-t-on si la lutte contre la xénophobie et le racisme doit respecter certaines limites ? On ne peut absolument pas tolérer une quelconque discrimination : ni aux dépens des étrangers ni aux dépens des femmes. Il n'y a aucune limite ni à la revendication antiraciste ni à la revendication antisexiste.

Cela dit, on peut se poser d'autres questions.

Par exemple, qu'est-ce que le féminisme ? En réalité, il n'y a pas *un* féminisme. Mais *des* féminismes.

Il y a un *féminisme puritain* né au cours de la lutte que des femmes américaines avaient menée pour l'abolition de l'esclavage.

Il y a eu un *féminisme bourgeois* qui a cru résoudre les problèmes de la femme en conquérant pour elle le droit de vote universel (les suffragettes).

Il y a un *féminisme économique et social,* ou plus précisément un *féminisme des travailleuses* qui a pris conscience, non de l'inutilité du suffrage universel, mais de son insuffisance radicale. Exploitées aussi bien dans la famille que dans l'entreprise, les femmes n'avaient même pas le temps de se servir des élections pour faire valoir leurs revendications. Mystifiées, écrasées par les préjugés, matraquées par la publicité, il leur arrivait souvent de ne pouvoir même formuler celles-ci. Bref il leur a fallu tout un temps avant de participer activement aux activités syndicales et aux élections sociales. Et nous sommes encore loin du compte. Le progrès dans la prise de conscience des travailleuses est cependant indéniable. Témoins les grèves féminines de 1966 et de 1974 à la F.N. de Herstal. Témoin les 25 grèves de femmes qui ont eu lieu dans l'année écoulée. Témoin l'action des nettoyeuses de l'U.C.L. qui, au cours d'une grève, se sont constituées en a.s.b.l. et ont expulsé le directeur de la société anonyme qui louait leurs services. Témoins, malgré tout, les dix mille personnes dont deux tiers de femmes qui, sous l'égide de la C.G.T. et de la C.F.D.T., ont défilé à Paris le 13 mars aux cris de : « Giroud, Giscard, des sous, pas de bobards » ou « Double journée, demi-salaire, y en a marre ».

Il y a enfin un *féminisme sexuel.* Des femmes ont pris conscience que la famille constituait la matrice de toutes les exploitation. Dès la petite enfance chacun apprend jusqu'au plus profond de lui-même que certaines tâches, senties comme inférieures (même si l'on proclame le contraire), sont réservées à certains êtres : les femmes. Il est imparti à ces dernières de servir d'autres êtres : les hommes qui eux participent à des tâches jugées plus sérieuses : la recherche du pouvoir (quelles qu'en soient les formes). Le modèle de la division du travail est intériorisé dès les premiers pas de l'enfant. De plus, avant même que ne se posent clairement les problèmes sexuels, les garçons et les filles apprendront très vite que les hommes prennent et rejettent les femmes en fonction de leurs besoins propres : physiques, affectifs ou économiques. Comme des marchandises. Des « biens précieux » dirait Cl. Levi-Strauss. Ils apprendront très vite que les rapports de force jouent en défaveur des femmes. Ils apprendront aussi qu'à celles-ci, comme à tous les exploités, il reste la ruse pour infléchir quelquefois ces mécanismes en leur faveur. Et quelquefois les retourner pour asservir à leur tour.

Il leur reste la ruse. Ou alors la révolte. Des femmes ont compris qu'elles ne pourraient lutter qu'en prenant la parole. En tant que femmes. Ouvertement. Mais la parole ne se prend que si on a d'abord reconnu dans son propre corps, non pas seulement une image pour l'autre, non pas seulement une force de travail, non pas seulement une matrice, mais l'instrument d'une liberté, de *sa* liberté la plus intime. Des femmes ont crié cette révolte. Parfois avec haine. Contre les hommes. Par exemple, Valérie Solanas dans Scum (S.C.U.M.-*manifestó)* (1). Faut-il les faire taire ? Comment ne

---

(1) Olympia, Paris, 1971.

perçoit-on pas derrière cette haine quelque chose de positif ? Un amour retrouvé et déçu. Ou simplement un besoin de camaraderie vraie. (« L'amour n'est ni la dépendance ni la sexualité, c'est l'amitié. ») Et surtout le refus des ruses et de l'hypocrisie. Un appel à des relations humaines, désaliénées, authentiques.

Toutefois, même s'il est heureux qu'enfin certaines expriment jusqu'au bout ce qu'elles éprouvent, s'il est indispensable que toutes en fassent autant, je ne pense pas qu'un sexisme retourné puisse servir de base à une action organisée. On comprend les Noirs qui deviennent antiblancs. Mais ce « contre-racisme » peut devenir à son tour un facteur mystifiant et entraver la prise de conscience globale des problèmes. De même un féminisme qui deviendrait à son tour sexiste. Alors qu'il est fondamentalement un « antisexisme ». *Négritude* et *féminitude* désignent des états passionnels dont la violence donne la mesure de l'énergie nécessaire aux Noirs et aux femmes pour conquérir leur identité. Pour se trouver bien dans leur peau. Ils ne sauraient cependant s'y enfermer. Si le féminisme antiraciste ainsi que la lutte antiraciste ne peuvent s'imposer de limites, il reste que ces deux dynamiques sont enracinées dans un contexte global. Il ne faut pas *limiter* le féminisme. Il faut le *situer*.

Même si elle ne le sait pas, en combattant pour sa propre émancipation, la femme combat pour l'émancipation humaine. Dans la mesure où la famille devient le lieu de relations désaliénées, l'enfant trouvera de moins en moins « naturelle » l'aliénation sociale et refusera spontanément toute structure d'exploitation. Dans la mesure où, au sein de l'entreprise, les femmes deviennent des travailleuses à part entière, conscientes et organisées, elles cesseront de constituer ce *Lumpenproletariat* qu'avec les travailleurs migrants, le patronat utilise pour briser les revendications ouvrières. Ou cette masse de manœuvre qui permet d'équilibrer le marché du travail chaque fois qu'une crise économique entraîne le chômage (les femmes chôment deux fois plus que les hommes).

Il ne faut tout de même pas l'oublier : ce ne sont pas les femmes qui ont inventé l'exploitation particulière dont elles sont les victimes. Sous prétexte de solidarité de classe, refuser la parole aux femmes en tant que femmes constitue à mes yeux non seulement une aberration révoltante, mais en outre une sottise. L'équilibre du système repose sur la surexploitation des étrangers. Si ceux-là bougent, tout bouge. La société tout entière doit se remettre en question.

Sans nier la spécificité de l'exploitation des femmes, certains estiment qu'elle ne peut être dépassée que par la transformation radicale de la société. La famille patriarcale, par exemple, est intrinsèquement liée à un mode et à des rapports de production. D'accord. Mais qui va transformer la société ? Un comité bureaucratique quelconque ? Ou les travailleuses et les travailleurs eux-mêmes. A partir de leurs revendications concrètes, et en fonction de ce qu'ils éprouvent réellement. Faire taire ceux et celles qui souffrent et les réduire à la passivité en attendant le grand soir me paraît relever d'une optique quasi eschatologique.

La nouvelle société doit naître ici et tout de suite dans la lutte même que l'on mène pour elle. Avec des militants passifs, on ne fera jamais une société désaliénée.

⁂

Concrètement et pour moi, qu'est-ce que ça veut dire ?

Au niveau de l'analyse, je globalise les problèmes. La femme sera réellement désaliénée dans une société où le pouvoir appartiendra aux travailleuses et aux travailleurs.

Au niveau de l'action, chaque fois que je le peux, je défends tout projet émancipateur avec tous ceux qui sont d'accord sur ce projet précis. Sans nécessairement leur demander des comptes sur la façon dont ils globalisent leur propre analyse. On peut lutter avec des bourgeoises (et des bourgeois) qui militent pour la dépénalisation de l'avortement. On peut lutter, même femme, avec des travailleurs, un rien « sexistes », s'il s'agit de combattre le chômage ou de s'emparer du contrôle d'une entreprise. A condition que les objectifs soient précis. Et que l'on reste vigilant.

⁂

Et l'*Année internationale de la femme* ? Mystification ou réalité ? Cela dépend de nous. Elle sera mystificatrice si nous nous laissons endormir par les discours moralisateurs ou par des promesses de réformes partielles. Elle ne sera rien si nous n'en faisons rien.

Elle est tout au plus un haut-parleur qui peut donner plus d'audience à ce que nous avons à dire. A condition de s'en emparer. A condition d'avoir quelque chose à dire. Et que le sens de notre lutte soit clairement et correctement défini.

MARIE GUISSE

L'Année Internationale de la Femme

Une auberge espagnole

D'où vient donc cette idée d'une Année internationale de la femme ? Est-on si sûr qu'il s'agisse d'une grâce octroyée de très haut par l'ONU, comme le pensent certains, ou d'une décision bureaucratique ?

En vérité, c'est la Fédération démocratique internationale des femmes (FDIF) qui, par la voix de Herta Kuusinen, alors sa présidente, émit la première une suggestion dans ce sens, au cours de la session de février 1972 de la Commission de la condition de la femme. Un certain nombre d'organisations internationales non-gouvernementales, féminines et mixtes, bénéficiant d'un statut consultatif auprès de l'ONU, reprirent la balle au bond. La présidente de la FDIF eut des réunions avec chaque groupe régional. Elle essaya de convaincre chacun de l'importance que pourrait avoir une telle « Année » et, finalement, la résolution qui au début n'avait pas bénéficié d'un très grand soutien, a été adoptée par la Commission de la condition de la femme, avant d'être adoptée par l'ONU (à l'unanimité des Etats membres), en décembre 1972.

Depuis lors, les initiatives se sont multipliées et c'est un véritable élan qui porte dans le monde entier l'Année internationale de la femme. Un élan dont nous serons sans doute étonnées nous-mêmes de mesurer l'ampleur et la richesse, avec le recul de l'Histoire.

Et pourtant, un certain scepticisme subsiste et des interrogations surgissent.

Dans nos pays, chez nous, le grand capital et la droite ne vont-ils pas, avec les moyens puissants dont ils disposent, « récupérer » cette Année et mystifier une fois de plus les femmes ?

Le risque est évident. On ne peut l'esquiver. Mais on peut y faire face en combattant précisément le grand capital et la droite.

C'est vrai que dans ce domaine, comme dans l'autres, et peut-être davantage à cause de la vulnérabilité des femmes à l'offensive idéologique de la bourgeoisie, à cause des préjugés, des traditions, un combat passionnant est à mener par l'ensemble des forces démocratiques et progressistes. Elles disposent d'atouts sérieux.

1975, Année internationale des femmes, ce n'est pas 1950 ou 1935. Les femmes, aujourd'hui, comptent partout où on se bat contre l'argent et contre l'oppression, pour l'indépendance, pour la paix, pour le socialisme. C'est vrai au Vietnam et au Chili, c'est vrai au Portugal et en Turquie...

Dans les pays socialistes, malgré le lourd handicap enregistré au départ et si des progrès évidents doivent encore être accomplis, la contribution des femmes à l'édification de la société nouvelle, leur participation aux responsabilités économiques, sociales et politiques constitue un facteur décisif, et apprécié comme tel, des succès du socialisme.

Si les problèmes de la promotion féminine sont venus à maturité à l'échelle mondiale, c'est aussi parce qu'un nouveau rapport des forces s'est établi internationalement en faveur du socialisme et de l'indépendance des peuples, en faveur de la coexistence pacifique et de la paix... de la paix au renforcement de laquelle l'apport des femmes a été et reste irremplaçable.

Ces conditions, cette situation favorable doivent nous guider, elles doivent permettre aux travailleuses, aux forces démocratiques et progressistes, aux organisations féminines de poser plus hardiment leurs revendications, d'engager leurs combats dans une perspective meilleure.

Que ce soit dans le domaine des salaires, sur le plan de la promotion professionnelle, en matière de sécurité sociale, dans la famille ou sur le plan juridique, des discriminations, des aliénations spécifiques frappent les femmes.

En cette période de crise, les problèmes de la condition féminine se font plus aigus, plus lancinants.

La crainte exprimée par certains de voir l'Année de la femme apparaître comme l'Année de l'austérité et du chômage féminin n'est pas dénuée de fondements.

Si un travailleur sur trois est une femme, un chômeur sur deux est une femme. Et la situation empire chaque jour.

Que deviennent dans ces conditions les droits imprescriptibles de chaque individu au travail, à une vie épanouissante ? En revient-on aux conceptions moyannâgeuses selon lesquelles une femme est un être inférieur, incapable, ou selon Napoléon « appartenant à l'homme, comme la plante au jourdiner » ?

Il est aussi vrai que la campagne Mercator traite les femmes en êtres sous-développés, tout juste bonnes à céder aux tentations de la publicité, au gaspillage, incapables de gérer correctement le budget familial.

Les journaux « féminins » ne se distinguent d'ailleurs pas de la propagande générale. Partout les conseils fusent : « il faut aider

les acheteuses à se libérer des habitudes nées de l'expansion ». Il faut restreindre l'éclairage, le chauffage, rogner sur les dépenses d'alimentation, d'habillement. La théorie de la société de consommation, la technique des campagnes publicitaires à haut rendement pour les sociétés capitalistes, n'ont cependant pas été inventées par les femmes. Elles sont peu représentées, donc peu influentes, là où se prennent les grandes décisions.

De quelque côté que l'on voie le problème, 1975 doit donc être une année de lutte pour les revendications des travailleures manuelles et intellectuelles, pour des changements démocratiques profonds sans lesquels il ne peut y avoir de politique sociale, de transformation de la condition féminine.

Les communistes sont présents dans cette bataille. Souvent il arrive que de jeunes militantes et des féministes s'étant jetées dans le combat ces dernières années nous posent de bonne foi, avec une certaine ingénuité ou une fausse candeur des questions prétendument embarrassantes.

Les communistes se sont-ils mis « dans le vent », à la mode du jour ou tentent-ils de récupérer la révolte des femmes au seul profit de la lutte des classes ?

Nous pourrions citer Lénine témoignant que, dès sa création, les partis communistes ont envisagé la condition féminine comme un problème essentiel « Il est impossible, écrivait Lénine, d'entraîner les masses dans la politique, sans y entraîner les femmes. »

Tout au long de son existence, depuis sa création, à l'époque du fascisme naissant, pendant la tourmente 40-45 et dans les circonstances les plus diverses, le Parti communiste de Belgique s'est préoccupé de la spécificité de la situation des femmes, de même qu'il a toujours pu s'enorgueillir du concours de militantes généreuses, dévouées, lucides, enthousiastes.

Ce n'est pas en 1975 que Juliette Herman, Nadia Stiers, Marcelle Frère ou Madeleine Jacquemotte ont fait leurs premières armes et lutté ardemment pour l'amélioration des conditions de vie de la femme belge (1).

25 ans avant « l'Année de la Femme » des militantes communistes se trouvaient aux bureaux de pointage, frappaient aux portes des ministres, des syndicats, organisaient une manifestation de rues pour la défense des chômeuses contre les menées réactionnaires du ministre Vanden Daele.

Dans un tout autre domaine, il y a 20 ans, des femmes communistes prenaient l'initiative d'organiser les premières conférences sur l'accouchement sans douleur et proposaient des mesures concrètes pour son application dans les milieux sociaux les plus défavorisés.

Il est vrai que pour les communistes de sexe féminin ou de sexe masculin, il ne peut être question d'opposer les revendications féminines aux revendications de l'ensemble des travailleurs, des opprimés du système. De même il ne peut être question de nier la spécificité de la condition féminine et de ne pas lutter ensemble pour l'abolition de discriminations révoltantes.

Nous sommes d'avis que la résolution de l'ONU proclamant, 1975, l'Année Internationale de la Femme crée un climat propice au débat, au dialogue, au foisonnement d'initiatives.

---

(1) Voir la brochure « Les communistes et la condition féminine », éditée fin 1974 par le P.C.B.

Déja le Séminaire européen qui a réuni à Bruxelles des centaines de participantes venues des pays d'Europe à système sociaux différents a amorcé cette confrontation. Le colloque bilatéral organisé par l'Association Belgique-URSS a permis un échange intéressant d'expériences. La préparation du Congrès mondial convoqué à Berlin, capitale de la RDA, du 20 au 25 octobre 1975, permettra de poursuivre fructueusement le dialogue.

De multiples réunions, forums, journées d'études sont organisées par les nombreuses associations féminines de notre pays. Les mass-media leur donnent un soutien incontestable.

Pour toutes celles, et nous en sommes, qui estiment que l'action est décisive, est plus efficace que les discours, les palabres, les écrits de toutes espèces, pourquoi ne pas collaborer ensemble à des initiatives concrètes, sur le plan des localités et des régions, voire à l'échelon national ? La vie chère, le sous-emploi, le chômage féminin sont des thèmes susceptibles de mobiliser des milliers de femmes, sans oublier tout ce qui doit encore être fait en matière de salaires, de formation professionnelle, d'équipements collectifs.

Non, l'Année internationale ne résoudra pas nos problèmes. C'est une auberge espagnole : elle sera ce que nous en ferons, ce que nous y apporterons.

FRANÇOIS HOUTART

Les bases structurelles de l'intervention américaine au Vietnam

L'intervention américaine qui débuta déjà du temps des Français a été trop massive durant les trente dernières années pour n'avoir que des raisons conjoncturelles. Il faut donc, pour autant qu'une logique puisse être trouvée en politique internationale, chercher plus profondément les motifs dans une analyse des structures économiques, politiques et idéologiques. A cet effet nous distinguerons trois périodes, se caractérisant d'ailleurs plus par la conjonction des éléments que par la chronologie.

1. L'ETABLISSEMENT DES BASTIONS DE L'HEGEMONIE

Les Etats-Unis sortaient de la deuxième guerre mondiale économiquement, politiquement et idéologiquement renforcés. Leur politique d'après-guerre devait tout normalement s'orienter vers un affermissement de leur hégémonie dans les trois domaines indiqués. Cela s'inscrivait dans la logique même du système capitaliste, qui allait, grâce à une nouvelle étape de développement des forces productives, entrer dans une phase d'expansion assez spectaculaire.

Dans l'immédiat après-guerre, les matières premières jouèrent un rôle prépondérant. Il fallait s'en assurer les sources d'approvisionnement et pour cela établir un contrôle sur les pays qui les produisaient. La possibilité d'écouler les produits manufacturés jouait vis-à-vis de l'Europe surtout, plus qu'envers les autres continents. La politique américaine consista à remplacer en Asie l'influence japonaise, en maintenant ce pays dans une impuissance relative et à favoriser le processus de décolonisation vis-à-vis des puissances européennes. sauf là où le nationalisme s'était uni à un projet socialiste. L'idée consistait à s'attirer la sympathie des nouvelles nations et à y établir des relations privilégiées avec leurs élites,

bourgeoisies nationales ou comprador. En même temps il fallait, suite aux accords de la guerre, fixer définitivement les limites du « monde communiste » et donc contenir dans l'espace géographique considéré comme le maximum acceptable l'adoption du socialisme comme système économique et politique.

Cela avait évidemment des conséquences politiques importantes, notamment les interventions directes ou indirectes dans les régimes intérieurs des pays concernés. Elles se sont produites aussi bien en Amérique latine, qu'au Moyen-Orient ou en Asie et il est inutile d'en faire une nomenclature, même partielle. Sur le plan idéologique, les Etats-Unis profitèrent de leur lancée dans la lutte contre le fascisme européen, continuant à apparaître à l'extérieur et à l'intérieur, comme les garants de la liberté. Celle-ci, qui forme la base de l'idéologie du capitalisme, allait servir aussi sur le plan de la politique internationale. Tout comme l'idéologie libérale atomise l'individu dans la société et voile ainsi les rapports sociaux, elle parvint à servir de prétexte au maintien d'un empire économique et aux interventions politiques.

C'est ainsi que la politique vietnamienne s'inscrivit dans un ensemble très cohérent, où relativement peu de contradictions se firent jour durant cette première période. En effet, il existait une unité totale entre les intérêts de l'entreprise économique des Etats-Unis et l'Etat-Nation. L'intervention armée au Vietnam était à la fois importante politiquement, fonctionnelle économiquement et idéologiquement acceptable à l'intérieur comme parmi les alliés extérieurs : pays occidentaux ou même une bonne partie des régimes politiques des pays sous-développés dépendants.

2. LE COUT CROISSANT DU BASTION VIETNAMIEN

Dans une deuxième étape, que l'on peut plus ou moins dater de 1968, le coût économique, politique et idéologique de la guerre devint trop lourd. Il fallut évidemment du temps avant que le phénomène ne se manifeste clairement et qu'il aboutisse jusqu'à la conscience des responsables économiques et politiques.

Face à cette contradiction, la production idéologique devint de plus en plus importante. L'administration américaine dut prendre de plus en plus de précautions à cet effet. La lecture des documents du Pentagone est particulièrement instructive. Influencer l'opinion publique devint une préoccupation première et chaque décision politique ou militaire était précédée d'une action très précise à cet effet, parfois même planifiée jusque dans les moindres détails (tels que des fuites orientées à des journalistes).

Economiquement parlant la guerre devenait trop coûteuse; on n'en était pas encore à la dévaluation du dollar, mais les signes avant-coureurs de l'affaiblissement monétaire se faisaient jour et déjà certains économistes l'attribuaient au rôle politique et militaire que jouaient les Etats-Unis. Par ailleurs l'industrie de pointe qui avait grandement profité de la guerre n'était plus aussi bien desservie par un type d'opérations qui demandait une production relativement standard et qui engloutissait ainsi des sommes énormes qui n'étaient pas employées dans la technologie avancée. Peu à peu une certaine opposition se manifesta également dans ces milieux. Or ils ont une très grande influence dans les cercles politiques.

Le coût en vies américaines commençait aussi à avoir des répercussions négatives. Cela plaçait la guerre très concrètement

dans la vie américaine et autrement que sur les écrans de télévision. La longueur même de la guerre commença à faire poser des questions à de plus en plus de gens. Il faut y ajouter ce qu'on appela le « credibility gap », produit par les annonces successives de victoires rapides au Vietnam, alors que les chefs militaires s'y embourbaient les uns après les autres. Eisenhower avait promis une action limitée, mais efficace. Kennedy parlait de la fin du tunnel. Johnson disait : nous y sommes pour vaincre. Or la guerre continuait sans fin.

Les réactions internationales se firent aussi de plus en plus dures et la légitimation idéologique branlait très fort. L'action des mouvements antiguerre permit d'en révéler la faiblesse. D'une part les régimes soutenus et particulièrement celui du Sud-Vietnam ne brillaient guère par leur caractère démocratique et d'autre part les moyens employés, dont on devenait de plus en plus conscient aux Etats-Unis, comme ailleurs, dépassaient ce qui était moralement supportable. Ces deux éléments amenèrent à approfondir l'analyse et à remettre en question tout le système idéologique lui-même, sous-tendant et soutenu par le système économique d'hégémonie capitaliste.

Tout ceci fut provoqué par la résistance du peuple vietnamien, tant au Sud qu'au Nord. Sans cette dernière, cela ne se serait pas produit. C'est la raison pour laquelle l'histoire reconnaîtra à ce peuple un rôle-clé dans l'ébranlement fondamental de l'impérialisme économique des Etats-Unis.

3. LES CONTRADICTIONS ENTRE LE SYSTEME ECONOMIQUE ET LES SUPERSTRUCTURES POLITIQUES ET IDEOLOGIQUES

La dernière période de la guerre du Vietnam, qui devint aussi celle du Cambodge et du Laos, parce que ces deux pays furent complètement intégrés dans les hostilités et surtout dans les bombardements, fut caractérisée par un phénomène que l'on commence seulement à analyser et qui se situe sur le plan économique. Sans doute Nixon essaya-t-il de transformer la guerre; en retirant des troupes de terre, il diminuait les pertes américaines et pouvait donner le change sur sa volonté de paix, alors qu'en augmentant la guerre aérienne et électronique, il pensait pouvoir aboutir à un écrasement militaire et moral, tout en donnant satisfaction aux industries de pointe. Mais ce fut rapidement l'échec à tout point de vue.

La nouvelle situation économique dont nous voulons parler est l'essor rapide et énorme que prirent les entreprises multinationales, en tant que forme nouvelle du capitalisme international. A première vue on pourrait se demander ce que cela a pu avoir comme influence sur la guerre du Vietnam. Nous aimerions proposer une hypothèse à ce sujet.

En effet, l'ère des multinationales marque les débuts d'une nouvelle structuration économique. Les pays d'Afrique, d'Amérique latine et d'Asie sont toujours fort importants en tant que réserves de matières premières, mais ils ne le sont pas tous de la même manière. Par ailleurs, une tendance nouvelle se fait jour ou s'accentue, celle d'investir dans un certain nombre de ces pays et dans un certain nombre de « plateformes » (Singapour, Hong-Kong, Taiwan, Corée du Sud, Côte d'Ivoire, bientôt St-Domingue), non pour en retirer des matières premières, mais pour y produire industriellement à un coût nettement moins élevé, ce qui permet évidemment d'accroître le

profit. Il en résulte notamment un ralentissement des investissements dans la production industrielle des pays développés et notamment aux Etats-Unis, ce qui n'est probablement pas étranger à la crise actuelle.

Politiquement, le maintien d'un empire total, couvrant l'ensemble du monde, au moyen d'une hégémonie directe, n'est plus aussi nécessaire. Par ailleurs la technologie militaire a fait de tels progrès qu'elle permet aussi une révision en ce domaine. Le coût économique, politique et idéologique du maintien militaire de l'empire dans le bastion vietnamien est devenu totalement prohibitif, à un moment où il n'est plus absolument nécessaire, ni stratégiquement, ni politiquement.

Par contre l'hégémonie doit évidemment être maintenue, mais elle le sera par d'autres moyens : l'appui aux nations sub-impérialistes, qui assureront cette hégémonie par personne interposée dans les divers continents (Brésil, Indonésie, Zaïre, Afrique du Sud) et le contrôle strict des plateformes dont nous avons parlé. Dans ces pays cela conduit à la militarisation ou à la fascisation, qui dans l'étape actuelle deviennent le seul moyen de maintenir le fonctionnement de ce système hégémonique.

Il se produit alors une série de contradictions en chaîne, qui risquent de provoquer des conséquences encore inattendues. La première se situe à l'intérieur des Etats-Unis eux-mêmes, où les intérêts économiques des multinationales ne correspondent plus avec ceux de l'Etat-Nation. Bientôt on ne pourra plus dire : ce qui est bon pour General Motors est bon pour les Etats-Unis, car G.M. produira des voitures à Johannesbourg et plus à Détroit. Une autre contradiction apparaît de plus en plus clairement sur le plan idéologique. La production idéologique est moins crédible que jamais et l'on a vu lors des derniers événements, lorsque le président Ford a essayé de convaincre le Congrès et l'opinion publique américaine d'un soutien accru aux régimes de Pnom Penh et de Saigon. L'opinion internationale de la plupart des pays occidentaux n'a guère été dupe.

On peut donc conclure que la guerre du Vietnam a joué un rôle essentiel dans la transformation des structures de l'hégémonie économique et politique mondiale. A ce titre elle a été doublement révolutionnaire. Mais le peuple vietnamien a payé le prix de ce tournant de l'histoire. Sans doute ne faut-il guère s'illusionner sur la longueur du processus, mais il est enclanché et il est probablement irréversible. La guerre vietnamienne a agi sur cette évolution, en même temps qu'elle en était le produit. On ne peut cependant l'interpréter correctement que dans le cadre d'une analyse globale.

DENISE MATHY

Le droit à l'unité

Quelques lignes ne suffisent pas à développer tous les aspects juridiques de la question du Vietnam, spécialement ceux engageant la responsabilité internationale des Etats. Nous retiendrons les aspects relatifs à l'unité du Vietnam et à l'autodétermination de la pouulation du Sud-Vietnam, dont le respect est imposé aux signataires des accords de Paris du 27 janvier 1973. Nous ne parlerons qu'incidemment d'autres aspects juridiques.

LE VIETNAM EST UN

Peuple écartelé depuis plus de trente ans, le peuple vietnamien est en train de secouer dans l'épreuve, le joug d'une administration sudiste non représentative et illégitime puisque mise en place et soutenue grâce à l'intervention étrangère, principalement américaine.

Il est bon de rappeler que c'est dans la lutte de libération nationale que le Vietnam a trouvé son unité.

En effet, Ho Chi Minh et son peuple, sachant profiter de la capitulation japonaise du 15 août 1945 délivrent le Vietnam de la domination coloniale. Le Vietminh prend Hanoi et Saigon, l'empereur Bao Dai démissionne le 20 août 1945 et déclare céder la place à la République démocratique dont l'indépendance est proclamée le 2 septembre 1945. Une convention franco-vietnamienne du 6 mars 1946 reconnaît la nouvelle république. Délivré par son peuple le Vietnam est un.

Toutefois les Etats impérialistes ne peuvent se résoudre à cette décolonisation radicale. Dès décembre 1946 la guerre reprend, la France replace Bao Dai sur un trône en 1949. L'indépendance et l'intégrité territoriale du Vietnam sont brisées momentanément contre la volonté du peuple; il y a deux administrations au Vietnam, l'une issue du peule, l'autre mise en place par l'étranger ce qui enlève à cette dernière toute légitimité et représentativité.

Après la défaite de la reconquête française, les accords de Genève reconnaissent l'unité, la souveraineté, l'indépendance du Vietnam. S'ils créent deux zones de regroupement des forces armées, au Nord pour l'armée populaire, au Sud de la ligne de démarcation pour les forces de l'Union française, il ne s'agit absolument pas d'une frontière, mais d'une ligne de démarcation provisoire qui « ne saurait en aucune façon être interprétée comme constituant une limite politique ou territorale ». L'accord de Paris confirme expressément ce point.

L'existence de deux gouvernements ne brise en rien l'unité du Vietnam. La France n'est-elle pas restée une, lorsque pendant la guerre 1940/45 elle était dotée de deux gouvernements dont celui imposé par l'occupant n'incarnit pas la légitimité, malgré l'affirmation contraire.

La tenue des élections, prévues par l'accord, pour la réunification des deux zones fut empêchée par Saigon aidé et encouragé par l'intervention américaine de plus en plus large ainsi que par l'agression de la République démocratique du Vietnam (D.D.V.N.) en violation de toutes les règles de droit international. Il est bon de se souvenir que cette agression s'est faite en violation des règles les plus élémentaires du droit humanitaire, crimes contre l'humanité, crimes de guerre, génocide, ont été perpétrés par la plus grande « démocratie » du monde.

Pourtant le déploiement de tant de violence n'aida pas la partie américaine et ses alliés de Saigon à vaincre la volonté et la lutte d'un peuple tout entier. Les négociations de 1972 devaient aboutir, malgré les scandaleux bombardements de décembre, à la signature le 27 janvier 1973 des accords sur la cessation de la guerre et le rétablissement de la paix.

Victoire de la résistance vietnamienne, immense espoir de paix, par le respect de l'indépendance, de l'unité et l'intégrité territoriale qu'il impose. L'unité du Vietnam nie toute agression du Nord, les Etats-Unis restent les seuls à ne pas l'admettre.

Un moment écartelé le Vietnam a droit à recouvrer librement son unité et la paix.

L'AUTODETERMINATION AU SUD-VIETNAM

Le droit d'un peuple de disposer de lui-même est une règle de droit international contenue dans la Charte des Nations unies (art. 1 al. 2) qui fut développé dans les textes généraux subséquents, traités ou résolutions de l'Assemblée générales des Nations unies, en particulier la résolution 2635 (XXV). Déclaration relative aux principes du droit international touchant les relations amicales. Appliqué au Vietnam le droit d'autodétermination de la population du Sud-Vietnam fut spécifié dans les accords de Genève tandis que le chapitre IX de l'Accord de Paris lui est consacré. Selon cet accord, les principes à respecter par les Etats-Unis et la R.D.V.N. pour permettre l'autodétermination : la reconnaissance de ce droit imprescriptible à la population sud-vietnamienne qui l'exercera elle-même par des élections sous surveillance internationale, obligation de n'imposer aucune tendance politique ou aucune personnalités aux parties sud-vietnamiennes incombent la réalisation de la réconciliation, la garantie des libertés démocratiques. Elles doivent négocier pour créer un Conseil national de réconciliation et de concorde nationales ayant trois composantes. Ce conseil pourra organiser les élections générales.

Au lieu de cet esprit de réconciliation, Thieu, soutenu par les Etats-Unis a entrepris la répression des libertés; il a empiété sur les zones libérées, il n'a pas libéré des dizaines de milliers de prisonniers politiques, si les militaires américains sont partis, il en est resté, déguisés en civil, l'aide financière et technique américaine fut abondamment déversée. Au point de vue diplomatique, la non reconnaissance du Gouvernement révolutionnaire provisoire (G.R.P.) ou son traitement inégal par rapport à l'administration irréprésentative de Thieu est une intervention manifeste dans les affaires du Vietnam.

L'accord de Paris traite sur le même pied les deux administrations, tout comme le gouvernement de Saigon le GRP exerce un pouvoir sur un territoire et une population qui va s'agrandissant de jours en jours pour le GRP. La volonté du GRP de créer un Conseil de réconciliation à trois composates prouve son souci de large représentativité de la population afin de lui permettre d'exprimer son droit à l'autodétermination.

Le respect des règles du droit international et des engagement conventionnels est une garantie de la paix pour le peuple du Vietnam tout entier.

17/4/1975.

MADELEINE JACQUEMOTTE

« ...dans le bonheur »

Les Etats-Unis perdent le Vietnam où ils avaient pris pied dès 1950, quatre ans avant que la victoire du peuple vietnamien à Dien Bien Phu ne boute les Français hors du pays. L'intervention américaine, devenue de plus en plus brutale, a pris en 1965 la forme ouverte de l'envoi d'un corps expéditionnaire, dont les effectifs allaient atteindre le demi-million, et les moyens allaient battre les records de « modernisme » meurtrier.

Le déploiement militaire américain s'est cependant avéré impuissant à vaincre le peuple du Vietnam. Obligés de retirer eurs G.I.'s, les Etats-Unis ont laissé sur le terrain une armée saigonnaise armée jusqu'aux dents, dotée de la quatrième flotte aérienne du monde et encadrée par 25.000 « civils » américains. Au mépris de l'Accord de Paris, cet appareil a été renforcé — semant ruines et mort dans les zones libérées. Mais tout cela n'a pas empêché le régime de Saigon de craquer.

C'est que ce régime portait en lui les germes de sa défaite. Il a accepté de monnayer la soumission du Sud-Vietnam à la machine de guerre américaine. Il a accepté de fournir le matériau humain, plus d'un million de soldats; de détruire systématiquement l'agriculture, ressource fondamentale du Sud-Vietnam. Accepté de satelliser totalement l'économie : depuis des années la zone saigonnaise subsiste en fonction de l' « aide » américaine et consomme des produits et des vivres en provenance des USA (1). On a arraché à la production près de trois millions d'habitants : à part les soldats, un million six cent mille paysans parqués dans des camps de concentration baptisés « hameaux stratégiques », 150.000 policiers, 200.000 prisonniers politiques.

Washington n'a pu imposer au Sud-Vietnam cette politique démentielle qu'en utilisant, en achetant la couche la plus réactionnaire de la société.

Un document permet de mesurer la profondeur de la corruption qui avait cours dans les sphères dirigeantes de Saigon : c'est l' *« Acte d'accusation N° 1 »*, qui en septembre dernier, a traversé les villes du Sud-Vietnam comme une traînée de poudre (2). Il émane du « Mouvement populaire contre la corruption, pour le salut national et la construction de la paix », fondé à Saigon, en août 1974 par un rédemptoriste, le R.P. Tran Huu Than. Cet ecclésiastique catholique, opposé au président Thieu, est (du moins à l'époque) un partisan acharné de la guerre contre le gouvernement Révolutionnaire provisoire, (GRP), dont il dit : « Les communistes sont des agresseurs étrangers ». Cela n'empêche pas le Père Than de décrire la prévarication dont se sont rendus coupables le président Thieu et son Premier ministre Tran Thien Khiem.

Pour respecter les proportions, il faut considérer comme broutilles le fait que la première dame de la république ait géré de façon véreuse l'Hôpital du Peuple, et y ait pratiqué un marché noir d'envergure. Broutilles, les domaines que la famille Thieu a acquis illégalement un peu partout pour un montant de dizaines de millions de piastres (3). Sans oublier le refuge douillet et une villa en Suisse. Autour du riz, les opérations ont été plus importantes. Rien que pour le Centre-Vietnam, 40.000 tonnes de riz détournées chaque mois vers le marché noir. Les trafiquants font coup double, car ils empochent en plus la subvention gouvernementale destinée au transport du riz volé. Plus graves encore, les tripotages autour des engrais avec comme conséquence une montée en flèche du coût du riz. Une enquête engagée par le Sénat a été coupée net par

---

(1) Pour 1975, l'aide américaine représente 86,3 % du budget de l'administion Thieu (Indochine Resource Center, 1-3-74).

(2) Acte d'accusation n° 1 : résumé dans « Information n° 1 » de l'Association Belgique-Vietnam - texte intégral dans « Vietnam Info » n° 25 de la Communauté vietnamienne de Paris.

(3) Très approximativement, 13 piastres = 1 franc belge.

l'intervention personnelle de Thieu. La toute grosse affaire aura cependant été le trafic des stupéfiants, inséré dans un réseau international, et couvert par Thieu et son Premier ministre. Estimation des bénéfices en quelque sept ans : 400 milliards de piastres.

C'est sur ce fond de corruption que s'inscrit l'indicible misère populaire, dont témoignent notamment des suicides collectifs de familles entières. Dans le Centre-Vietnam, six millions d'habitants manquent de riz, et la population doit manger des racines de bananiers et de cactus. L'Acte d'accusation N° 1, qui relate ces faits, évoque aussi le sort misérable des centaines de milliers de paysans, parqués dans des forêts malsaines, ou celui des soldats « qui n'ont pas de quoi manger à leur faim, de quoi se vêtir, de quoi se loger, et dont les femmes doivent parfois se prostituer pour nourrir leurs efants. » Car la prostitution est un fléau massif. Et que dire des 800.000 orphelins, dont plus de la moitié sont livrés à eux-mêmes, vivant de mendicité et de rapine...

C'est un édifice miné qui s'écroule sous la pression des forces du GRP.

Celui-ci se donne pour tâche d'unir tout le peuple, de lutter pour l'édification d'un Sud-Vietnam indépendant, démocratique, pacifique, neutre et prospère. Il se prête au dialogue avec la Troisième Force. Il tend à rétablir les relations normales entre les zones Nord et Sud, à assurer la réunion pacifique de la patrie.

Mais combien de citoyens belges savent ce qu'est la Troisième Force, et ce que représente le GRP ? Une analyse de la manière dont treize quotidiens belges ont répercuté le problème vietnamien au cours du mois de janvier 1975 ne permet guère d'illusions à ce sujet (4). Il est donc permis de rappeler, même ici, que la Troisième Force est une force indépendante tant vis-à-vis de l'administration Thieu que du Gouvernement révolutionnaire provisoire. C'est une force politique neutraliste, non militarisée. Elle est faible parce que morcelée en de multiples groupements. Elle est forte parce qu'elle compte de nombreux cadres aguerris, et parce qu'elle exprime avec opiniâtreté le désir populaire de voir appliquer l'Accord de paix.

Quant au GRP, loin d'être assimilable à un gouvernement communiste, c'est un vaste front où se retrouvent hommes et femmes de tous les partis démocratiques, de toutes les convictions religieuses, d toutes les couches sociales, de toutes les nationalités. Son programme résulte d'un compromis entre ses diverses composantes. Très largement diffusé dans tout le pays, ce programme connaît une application concrète dans les régions libérées : restauration de l'agriculture, développement de l'enseignement et des services sanitaires. Mais le programme en dix points du GRP ne prévoit pas seulement l'ouverture d'écoles et le fonctionnement de dispensaires. Il postule la réalisation des libertés démocratiques, de l'égalité des sexes; il garantit la liberté de religion et des religions. Il place sur un pied d'égalité les minorités nationales et les groupes ethniques majoritaires. Et dans ce pays ravagé par des décennies de guerre, il ose parler de bonheur. « Tous, riches ou pauvres, sans distinction de nationaité, religion ou tendance politique, doivent s'unir dans l'affection mutuelle et l'aide à la construction des zones libérées pour une vie nouvelle dans le bonheur. »

17/4/1975.

---

(4) Voir Information n° 8 de l'Association Belgique-Vietnam.

L'énergie en Belgique

Quelle place pour le pétrole ?

Les C.M. d'avril contenaient un « dossier pétrole » préparé par le G.E.M. (Groupe d'économistes marxistes). Devait y trouver place un chapitre consacré aux répercussions de la crise du pétrole dans l'économie belge. C'est ce chapitre que nous publions aujourd'hui, complété par un article sur les problèmes de l'énergie nucléaire.

1. INTRODUCTION

Comme dans tous les pays industrialisés, le pétrole a pris une importance considérable dans l'approvisionnement énergétique de la Belgique. Il n'en reste pas moins vrai que d'autres sources d'énergie continuent de jouer un rôle important. Un coup d'œil sur les sources d'énergie primaires utilisées nous renseigne à ce sujet.

En 1974, la Belgique a consommé en :

— charbon et lignite : 9.118 millions T équivalent charbon soit 27,8 % du total

— gaz : 7.321 millions T équivalent charbon soit 22,3 % du total

— pétrole : 16.384 millions T équivalent charbon soit 49,9 % du total.

Pour actualiser ces chiffres, il faut ajouter que la part du charbon recule constamment au profit de celles du gaz et du pétrole. A court terme, le pétrole marque un recul (18 % de moins par rapport à 1973) au profit du gaz (progression de 30 % par rapport à 1973).

Cette évolution va de pair avec une modification des structures économiques et financières contrôlant le secteur de l'énergie, c'est le problème que nous abordons ici en replaçant le pétrole dans le contexte des autres sources d'énergie primaire et de l'énergie électrique.

Une seconde partie reparlera de problèmes propres au pétrole en évoquant deux conséquences « belges » de la récente crise pétrolière.

2. CONTROLE ECONOMIQUE DE L'APPROVISIONNEMENT

En Belgique la production d'énergie est entièrement contrôlée par les entreprises privées. Cependant, certains organismes ont été créés dans le but de nationaliser, d'organiser, de coordonner, de contrôler tel ou tel secteur. Il est intéressant de préciser le rôle réel joué par ces comités, directoires et autres commissions. Mais voyons d'abord aux mains de qui se trouve réellement l'approvisionnement énergétique du pays.

2.1 LE CHARBON

Les sociétés capitalistes ont évidemment adapté leurs réactions à l'évolution du marché charbonnier si bien que la situation n'a cesé d'évoluer depuis le début du siècle.

Depuis plusieurs dizaines d'années quelques grands trusts contrôlaient la majorité des charbonnages. En 1957, année marquant le début du déclin rapide de la production, deux tiers des charbonnages se trouvaient dans cette situation.

Le secteur charbonnier a toujours été dominé par des groupes financiers nationaux avec une intervention de capitaux étrangers fort limitée. C'est ainsi que parmi les groupes contrôlant le secteur charbonnier il y a 20 ans, on trouve la Société Générale, la Sofina, Cofinindus, Solvay, le Groupe Lambert... A cette époque, la Société Générale à elle seule contrôlait 45 % de la production belge de charbon (1).

L'intérêt que ces groupes ont porté au charbon était d'ailleurs directement lié au contrôle qu'ils exerçaient sur l'industrie sidérurgique ce qui explique qu'ils aient mené une politique charbonnière « pour l'acier » (2).

C'est pourquoi le seul secteur « bien portant » de l'industrie charbonnière est celui du charbon à coke, qui, en 1967 représentait 39 % des écoulements contre 60 % en 1973.

La politique à court terme menée par les holdings aidés par les mesures prises par la CECA aboutissent immanquablement à la fermeture de la majorité des puits et aussi à la disparition des bénéfices charbonniers et ce dès l'apparition du pétrole sur le marché de l'énergie. Dès lors, les groupes financiers estimèrent que la charge des actifs charbonniers déficitaires incombaient à la nation entière et non plus aux propriétaires. C'est dans le but d'entériner cette thèse que fut créé, en 1961, le Directoire charbonnier et que l'occasion fut donnée aux holdings de se débarrasser de leurs actifs charbonniers. C'est ainsi que fut créée la Kempische Steenkolenmijnen qui, avec la participation de l'Etat, regroupe l'ensemble des actifs charbonniers des mines de Campine.

---

(1) Voir dans « Les trusts en Belgique », de Pierre Joye, Bruxelles S.P.E. 1961.

(2) Expression reprise à la « Revue Nouvelle », n° 2, février 75 - p. 172.

La socialisation des actifs charbonniers — réalisée sous des prétextes « sociaux » tel que le maintien de l'emploi — a permis aux trusts belges de n'être en rien touchés par les résultats désastreux de la gestion qu'ils ont pratiquée pendant plusieurs décennies. De surcroît, ils ont pu continuer à tirer profit des charbonnages alors que la communauté en payait les pertes.

Ce résultat éloquent n'a pu être atteint que grâce à une intervention non déguisée des pouvoirs publics (3). Celle-ci fut tellement efficace que le Directoire charbonnier cessa son activité en 1972.

2.2 LE GAZ

Chaque stade de la distribution du gaz naturel en Belgique se trouve être dans une situation de monopole.

En effet, jusqu'à présent, le gaz naturel provient d'un seul gisement, celui de Slochteren, exploité par une seule société, la N.A.M. (Nederlandse Aardgas Maatschappij) qui fournit le gaz au réseau de la Gasunie et dont une filiale, « N.A.M. EXPORT », vend le gaz aux clients étrangers et, notamment, à la Belgique, ou, plus précisément à DISTRIGAZ qui contrôle l'ensemble de la distribution de gaz dans le pays.

La N.A.M. est contrôlée à raison de 60 %, par deux des principales sociétés pétrolières, EXXON (anciennement ESSO) et SHELL. Le troisième actionnaire, important mais minoritaire, est l'Etat hollandais.

Ces deux pétroliers détiennent également 50 % du capital de la Gasunie. Ils contrôlent donc l'exploitation, la distribution et la vente de tout le gaz de Slochteren. Autrement dit, pour EXXON et SHELL, la concurrence entre pétrole et gaz n'est qu'une plaisanterie juste bonne à faire monter les prix.

A qui ces deux multinationales livrent-elles le gaz ? A Distrigaz, contrôlé par EXXON et SHELL, les sociétés d'électricité et l'Etat belge.

Un tiers du capital de DISTRIGAZ est détenu par ceux-là même à qui cette société achète le gaz. Le second tiers est détenu par les sociétés qui contrôlent le secteur de la production d'électricité et qui sont directement liées aux principaux groupes financiers belges : Tractionel - EBES, contrôlée par la Société Générale et Electrobel-Intercom, contrôlée par Cobepa, Bruxelles Lambert, Empain, la Société Générale et d'autres holdings. Le tiers restant est partagé entre l'Etat et la S.N.I. qui n'ont jamais joué un rôle fort important dans la gestion de DISTRIGAZ laissant ce « souci » aux intérêts privés.

Ainsi, la boucle est bouclée ! EXXON et SHELL, SHELL et EXXON; pétroliers et « électriciens »... Les pétroliers contrôlent donc la fourniture d'un produit concurrent alors que les « électriciens » contrôlent l'une des sources d'énergie primaire qui leur est indispensable.

Voilà pour la situation actuelle. Si l'on se penche sur l'avenir on constate que les négociations en cours avec d'autres fournisseurs possibles et portant sur des milliards de francs, sont menées également par DISTRIGAZ qui, bien que cela ne soit stipulé nulle part, va donc établir à son profit, pour une période fort longue, un monopole absolu de l'achat de gaz pour la Belgique.

---

(3) 7,6 milliards en 73 sous forme de subventions.

Malgré cela on veut nous faire croire que ce secteur est géré pour le bien de tous. C'est pourquoi, la bourgeoisie n'a pas hésité à faire « contrôler » la distribution de gaz par le Comité de Contrôle de l'électricité et du gaz. Ce comité groupe d'une part, les contrôlés — gaziers et producteurs d'électricité — et d'autre part, les « contrôleurs » — syndicats et F.E.B. Lors de la création du Comité, les syndicats — et particulièrement la F.G.T.B. — soutinrent l'initiative et la citaient en exemple.

Depuis, ils ont déchanté : les problèmes abordés sont essentiellement d'ordre technique et n'impliquent aucune décision politique, les « contrôlés » sont maîtres de l'information et trouvent un appui secourable parmi les « contrôleurs » en la personne des représentants de la F.E.B. Bien sûr, un tel comité ne peut pas contrôler grand'chose !

2.3 LE PETROLE

Les dérivés du pétrole vendus en Belgique sont soit fournis par les raffineries situées dans le pays, soit importés.

Les raffineries sont toutes contrôlées par les sociétés pétrolières multinationales soit parce qu'elles appartiennent à l'une d'entre elles, soit parce qu'elles sont gérées par plusieurs sociétés pétrolières groupées. Dans le premier groupe on trouve TEXACO, CHEVRON OIL, EXXON, SHELL, BRITISH PETROLEUM, Dans le second groupe, on retrouve les mêmes sociétés liées à PETROFINA, à BASF, etc...

Les intérêts dans les raffineries sont répartis comme suit : ± 20 % d'intérêts belges (essentiellement Pétrofina), 25 % d'intérêts européens et 55 % d'intérêts U.S.

Bien que la capacité de raffinage soit supérieure à la consommation intérieure, près d'un quart des produits raffinés sont importés. Ils proviennent alors essentiellement de Hollande, de Grande-Bretagne, d'Allemagne ou de France. Ces importations sont le fait de sociétés intégrées disposant de raffinerie dans un pays voisin, tel par exemple la Gulf à Rotterdam, d'importateurs indépendants s'approvisionnant sur le marché libre et, enfin, de sociétés disposant de raffinerie en Belgique mais qui, pour des raisons diverses, ont besoin de créer un courant d'échange, important certains types de produits, en exportant d'autres.

Toutes les sociétés pétrolières raffinant ou important du pétrole en Belgique s'occupent également de la distribution des produits pétroliers. Parmi elles, les plus importantes sont ESSO, SHELL, B.P., et FINA. L'ensemble de ces sociétés représente plus de 90 % du volume d'essence distribuée, plus de 60 % du marché des combustibles (gasoil et fuel-oil), la presque totalité du marché du gaz de pétrole, la totalité de l'essence d'aviation. Le marché des carburants est donc le seul domaine où les sociétés indépendantes sont présentes bien que cette présence soit de moins en moins importante. Plus de 90 % des transactions portant sur les produits pétroliers sont réalisées par les sociétés pétrolières internationales.

Mais bien des choses vont changer ! Depuis le 8 avril 1974, le secteur pétrolier, comme celui de l'électricité et du gaz, est « contrôlé » par un Comité de Concertation et de Contrôle du Pétrole. Ce comité est né à l'initiative du gouvernement Leburton suite au refus d'approvisionnement par les sociétés pétrolières. Il devrait

notamment jouer un rôle important dans les problèmes de fixation des prix.

Mais voilà, le ministre Oleffe, encouragé par les représentants de l'industrie pétrolière, a « oublié » de mettre le Comité en place. Il juge probablement plus facile de négocier directement avec la Fédération pétrolière comme il l'a fait lors des dernières hausses de prix. De toute manière, si cet oubli était réparé, rien de fondamental ne changerait puisque le comité est calqué sur celui qui contrôle si efficacement le gaz et l'électricité. On ne peut que conclure en rappelant ce que P. Joye écrivait dans les C.M. il y a un peu plus d'un an (4). « L'expérience du secteur gaz-électricité a montré que la création de « Comités de contrôle » ne réduit en rien les prérogatives des trusts. L'importance que les fournitures énergétiques revêtent dans une économie moderne exige dès lors la nationalisation de tout le secteur de l'énergie. »

2.4 L'ELECTRICITE

La production d'électricité est un des secteurs industriels où la mainmise des monopoles est la plus complète mais aussi la plus compliquée à décrire. En effet, par le jeu des participations croisées, les principaux holdings du pays ont créé un écheveau que seul un prestidigitateur doué pourrait dénouer. Cependant, même un regard non spécialisé peut voir qui tire les ficelles dans ce secteur important.

La production et la distribution d'électricité est le fait de trois types d'entreprises : les entreprises privées dont c'est l'objet essentiel, les autoproducteurs industriels et les entreprises publiques.

La dernière catégorie ne pourra retenir longtemps notre attention : elle représente, en tout et pour tout, 2,25 % de la production totale. Il n'y a certes pas de quoi parler de secteur public !

Les autoproducteurs représentent, eux, environ 1/4 de la production totale. Il s'agit d'industries qui ont la possibilité technique de répondre elles-mêmes à leurs besoins en électricité. Elles produisent donc, accessoirement de l'énergie électrique qu'elles utilisent lors du processus de production de base. Généralement, ces autoproducteurs se retrouvent dans les secteurs où les quantités d'électricité utilisées sont grandes, tel la sidérurgie. De plus, il existe quelques centrales communes qui sont exploitées par des groupes d'entreprises afin de couvrir leurs besoins à moindre frais grâce à une unité de production plus importante.

La 3me catégorie d'entreprises nous intéresse plus directement puisqu'elle constitue l'ensemble des sociétés dont l'objet essentiel est la production et la distribution d'électricité et qu'elle représente près de 70 % de la production totale.

Ces 70 % sont répartis entre 4 entreprises : EBES, INTERCOM, INTERBRABANT et ESMALUX. Ce qui fait peu de monde pour un tel secteur. Ce qui en fait d'autant moins que quelques groupes financiers — essentiellement la Société Générale, Electrobel et Empain — contrôlent l'ensemble de ces entreprises soit directement, soit plus généralement par l'entremise de holdings spécialisés tels Traction et Electricité ou la Sofina (Société Générale).

Grâce à Traction et Electricité, la Société Générale contrôle — avec 14 % du capital — le premier producteur d'électricité du pays,

(4) C.M. nº 1 - janvier 74. p. 13. Nationaliser l'énergie.

EBES. De plus Traction et Electricité est intéressé au capital d'Esmalux, dont une autre part du capital est détenue par la Sofina.

ELECTROBEL agit quant à lui dans ce secteur par l'intermédiaire d'INTERCOM, second producteur belge mais on retrouve également ce holding parmi les actionnaires d'EBES et d'INTERBRABANT.

Enfin, le Groupe Empain, allié à The Imperial Continental Gas Association, groupe britannique, est présent dans le secteur grâce à une participation à INTERBRABANT, 3me producteur en importance.

Tout ceci indique déjà la concentration du secteur.

Mais il faut compléter l'image par des centaines de liens plus ou moins étroits entre toutes ces sociétés et leurs filiales. De plus, l'ensemble du secteur contrôle la distribution grâce aux participations dans les sociétés mixtes de distribution.

Enfin, ajoutons que ces sociétés sont de plus en plus intéressées dans des secteurs autres que celui de la production d'électrictié : la construction électrique, les transports urbains, la télédistribution... c'est évident ! Quoi de plus facile que de devenir son propre fournisseur et son propre client; au moins est-on sûr que tous les bénéfices se retrouvent dans la même poche.

2.5 CONCENTRATION A OUTRANCE

Tout ce qui précède prouve à suffisance deux choses :

— le secteur de l'énergie, en Belgique, est un de ceux qui connaît la concentration capitaliste la plus grande;

— cette concentration n'est pas seulement propre à un type d'énergie mais liée à l'ensemble des sous-secteurs.

On pourrait schématiser la situation en disant que le secteur du pétrole est aux mains des multinationales américaines et anglo-hollandaises, que le secteur du charbon et de l'électricité est essentiellement sous la coupe de holdings belges, avec, en tête, la Société Générale et que le gaz complète harmonieusement le tout formant un excellent terrain d'entente entre les deux types de groupes financ ers.

Tous les Comités et autres Directoires ne peuvent camoufler cette situation et ne feront croire à personne que le secteur de l'énergie est géré dans l'intérêt de tous.

3. LES CONSEQUENCES DE LA HAUSSE DES PRIX PETROLIERS POUR LA BELGIQUE

Revenons maintenant aux problèmes posés à l'économie belge par la récente crise pétrolière.

Deux aspects ont été mis particulièrement en évidence lors des derniers mois : l'influence sur la balance des payements et l'accélération de l'inflation qu'aurait provoquée la hausse du prix du pétrole.

3.1 PETROLE ET INFLATION

Les gouvernements d'Europe capitaliste ont tous rejeté sur les pays producteurs de pétrole la responsabilité des problèmes propres créés par les taux d'inflation croissants. Il est indéniable que la solution était tentante : les Arabes augmentent le prix du pétrole et c'est pour cela que l'économie belge connaît certaines difficultés

qui nécessitent d'ailleurs que « tout le monde » se serre la ceinture...

Trois arguments au moins rendent chancelante la théorie de la responsabilité des pays arabes.

a. LA CHRONOLOGIE DES EVENEMENTS

Les taux d'inflation en Belgique n'ont cessé de croître depuis plus de 20 ans.

Jusqu'en 1963, le taux annuel ne dépassait pas 4 %, en 1966, il dépassa 5 %, atteignit 6,3 % en 1972 et 7,3 % en 1973. Les 16 % enregistrés pendant l'année 1974 ne sont donc que la continuation d'un phénomène plus ancien, propre à la situation du capitalisme monopoliste d'état en Europe occidentale et, plus particulièrement en Belgique.

Il est donc difficile de faire porter la responsabilité de cette inflation galopante aux pays arabes.

b. LA PART « PETROLIERE » DE L'INFLATION

Ceci ne signifie évidemment pas que la hausse des prix du pétrole n'ait pas contribué à l'accélération de la hausse générale des prix. Personne ne le nie et on estime que l'influence de la hausse du pétrole représente environ 4 % de la hausse des prix à la consommation.

Entre le 1er semestre 73 et le 1er semestre 74, le prix du pétrole brut est passé de 1.066 F/t. à 3.472 F/t. Il s'agit incontestablement d'une hausse importante mais qui, sur base des importations moyenne des 5 dernières années, ne représente que 80 milliards de FB environ par an soit un peu moins de 5 % du revenu national.

Si l'on ajoute que cette augmentation des prix comprend déjà une augmentation des bénéfices des multinationales, on se rend compte qu'il est absurde d'attribuer aux pays producteurs de pétrole la responsabilité du taux élevé d'inflation en Belgique.

La part de l'inflation due à l'augmentation des prix pétroliers peut expliquer 1/4 à 1/3 de l'inflation totale de l'année 1974, et certainement pas plus.

Tout cela infirme d'autant plus la thèse de la responsabilité des pays producteurs que les prix à la production ne sont pas les seuls éléments ayant augmenté. Il est quasiment impossible de connaître avec exactitude l'augmentation des bénéfices pétroliers portant sur les produits traités ou vendus en Belgique et ce en raison de l'absence de contrôle réel des sociétés multinationales opérant sur ce marché. Pourtant certaines déclarations récentes indiquent clairement la tendance à la hausse enregistrée par les bénéfices pétroliers. Dans un récent communiqué ESSO BELGIUM (5) commentait les résultats de EXXON CORPORATION dont la société belge est une des nombreuses filiales. Sur le plan mondial, les bénéfices ont augmenté de 28,5 % entre 1973 et 1974 et le bénéfice à la tonne a progressé de 12,6 %. Même si l'on accepte ces chiffres sans analyse critique —— ce qui est peut être un risque — on est amené à constater deux choses :

1° — Contrairement à ce que les monopoles ont voulu faire croire, ils n'ont pas, eux, souffert des hausses de prix enregistrées

(5) Commentaires sur les résultats financiers de EXXON C° pour l'année 1974. ESSO BELGIUM - 29-1-75.

dans les pays producteurs. Non seulement ces hausses ont été couvertes par une hausse des prix à la consommation mais encore, les compagnies pétrolières ont profité de l'occasion pour « arrondir » leur part de bénéfice;

2° — Si les gouvernements européens avaient pris des mesures empêchant les multinationales d'augmenter les prix dans une mesure telle, ils auraient pu limiter encore les effets inflationistes provoqués par la hausse des prix pétroliers.

Nous avons déjà expliqué (6) pourquoi une hausse des prix du pétrole par les pays producteurs pouvait être considérés comme une solution politiquement juste; personne ne peut expliquer pourquoi il est juste que les compagnies pétrolière « aidées » par les gouvernements des pays capitalistes augmentent leurs bénéfices !

Ceci achève de rendre caduque la thèse de la responsabilité des pays producteurs en ce qui concerne l'inflation galopante des pays européens en 1974.

3.2 PETROLE ET BALANCE DES PAIEMENTS

Nous avons vu que la hausse du pétrole brut à l'importation représentait une somme d'environ 80 milliards.

Quant aux produits raffinés importés, la hausse moyenne enregistrée est de 2.600 F/t. ce qui représente, pour une année normale, environ 20 milliards.

D'autre part, la Belgique exporte environ 12.000 tonnes de produits pétroliers par an (7). Ces exportations se font évidemment également à des prix nettement plus élevés. Pour une année moyenne, cette hausse représente environ 50 milliards.

Tout ceci semble indiquer que la hausse des prix du pétrole pourrait entraîner un déficit de la balance des paiements d'environ 50 milliards par ans.

Un moyen qui pourrait être envisagé pour réduire ce déficit consisterait à signer des accords de fourniture directement avec les pays producteurs, sans passer par « l'intermédiaire » des trusts pétroliers.

De tels contrats bilatériaux permettraient vraisemblablement de diminuer les prix du brut mais permettraient également d'intensifier les exportations de biens d'équipement vers les pays producteurs ce qui aurait un effet compensatoire sur notre balance des paiements.

Mais ici encore, on voit mal nos gouvernants déplaire à la Fédération Pétrolière...

4. CONCLUSION

Les quelques aspects du problème de l'énergie que nous venons d'évoquer prouve, une fois de plus, combien la politique en la matière est menée pour le plus grand bien des sociétés multinationales et au détriment des travailleurs.

Lors de la crise pétrolière, le gouvernement belge a systématiquement déguisé la vérité pour camoufler certains antagonismes fondamentaux du capitalisme monopoliste d'Etat et aussi la collusion qui existait, dans le domaine de l'approvisionnement en énergie entre les autorités et les représentants des monopoles.

---

(6) Voir « La décolonisation du pétrole ». C.M. avril 75.

(7) Moyenne 1971-1973.

Ce n'est certes pas un Comité de contrôle fantôme qui changera fondamentalement les choses.

Voilà pourquoi nous ne pouvons conclure — comme nous le faisions déjà dans la première partie de ce dossier — qu'en faveur d'une nationalisation du secteur de l'énergie tout entier à condition bien entendu, qu'il s'agisse d'une nationalisation démocratique qui soustrairait enfin un secteur vital de l'économie à l'emprise des monopoles pour en faire un secteur géré et planifié en fonction des intérêts de la population tout entière.

MARC RAYET

Energie nucléaire : trop d'incertitudes

« Même si la population mondiale n'augmente pas, il faudra, pour libérer l'homme, extraire plus de combustibles et, surtout en raison des réserves limitées de ceux-ci, faire appel au maximum aux sources naturelles ne nécessitant pas de combustibles. L'énergie d'origine nucléaire sera sans doute extrêmement utile, mais je l'envisage surtout comme devant nous permettre d'apporter un appoint important à l'énergie tirée des combustibles traditionnels, pendant un temps suffisant pour élaborer des centrales de principes nouveaux tirant leur énergie primaire de sources naturelles comme, par exemple, la radiation solaire qui frappe notre sol. »

Ces phrases. écrites en 1957, n'émanent pas d'un futurologue, ni d'un idéaliste adepte des « technologies douces », mais d'un physicien communiste, pionnier des premières piles atomiques et cité souvent comme un partisan fervent du développement de l'industrie nucléaire, Frédéric Joliot-Curie (1). Or cette citation — qui ne déforme nullement la pensée de l'auteur — indique déjà les limites dans lesquelles dès 1957 Joliot lui-même plaçait une éventuelle industrialisation de l'énergie d'origine nucléaire. Tout en reflétant l'espoir propre à cette époque, Joliot n'en formulait pas moins certaines des mises en garde qui alimentent aujourd'hui le débat entre promoteurs et détracteurs du « secteur nucléaire » et qui, posant le problème général de l'accroissement de la consommation d'énergie, débouchent sur la nécessité d'une prospection rapide de sources d'énergie nouvelles et de leur diversification.

DE « L'ATOME POUR LA PAIX »...

Cette évocation de la personnalité de Joliot souligne l'ambiguité politique et les attitudes passionnelles qu'a suscitées l'évolution de l'industrie nucléaire. Chacun sait en effet que l'énergie nucléaire a, depuis sa découverte, servi de référence à une image morale — bonne ou mauvaise — de la science et, au-delà, de tout le développement technologique; qu'elle a, dans ses applications militaires, pesé lourdement dans les affrontements entre impérialisme et socialisme au cours de ces trente dernières années. C'est ainsi que l'application pacifique de l'énergie nucléaire a représenté pour les

(1) F. Joliot-Curie, L'énergie et son utilisation, *in* Textes Choisis, Ed. Sociales, 1959, p. 242.

forces progressistes l'image de l'anti-bombe, de la paix, donc du progrès. Quoi d'étonnant si le slogan de « l'atome pour la paix » qui fut politiquement utile au temps de la guerre froide influence encore certaines réactions vis-à-vis d'une technologie dont les implications économiques et les dangers ne sont perçus que depuis quelques années seulement.

D'autre part, face à cette vision « traditionnelle », s'est développée une opposition de plus en plus massive à l'implantation accélérée, aux Etats-Unis d'abord, puis dans divers pays d'Europe Occidentale, de centrales nucléaires de grande puissance. Issue de milieux politiquement marginaux, cette opposition s'est signalée par des attitudes spontanéistes empreintes d'idéalisme et parfois même d'une crainte irrationnelle, quasiment mythique, de la radioactivité. Le mouvement « antinucléaire » s'articule bien entendu sur la défense de l'environnement et sur la problématique de la croissance technologique, avec toute l'ambiguité qui en résulte lorsque cette problématique n'est pas posée en termes de lutte des classes. Il faut reconnaître cependant que sur le plan technique d'une part ce mouvement a été épaulé par un nombre de plus en plus grand de scientifiques et que d'autre part en se structurant il a pris conscience de l'enjeu véritable de son action, une lutte politique menée directement contre les intérêts des grands groupes financiers.

...A UNE EXIGENCE DEMOCRATIQUE

En France et en Belgique, pays les plus concernés semble-t-il en Europe, les producteurs d'électricité ont soudainement décidé de se précipiter dans la politique du « tout au nucléaire ». Il est ainsi de plus en plus clair que cette brusque percée industrielle de l'énergie nucléaire est liée aux intérêts immédiats de sociétés multinationales qui ont depuis plusieurs années consenti des investissements importants en vue de conquérir les marchés potentiels de ce secteur. Ce contexte ne manquera certes pas de préoccuper plus directement l'opinion publique et en premier lieu le mouvement ouvrier.

Les réactions se font, en Belgique, de plus en plus fréquentes. En témoignent notamment la position d'universitaires flamands au début de cette année, suivie de la publication toute récente d'un manifeste signé par plus de 400 scientifiques et dont nous donnons le texte ci-dessous. On se rappellera les protestations véhémentes de groupes tels que l'APRI-B, Survie-Meuse, REM-U235 à Zeebrugge et — plus significatif peut-être d'un certain élargissement — on notera l'engagement d'Inter-environnement dans ce mouvement d'opposition. Ces vagues d'inquiétude se sont traduites aussi sur le plan parlementaire par diverses initiatives dont la proposition de créer une commission parlementaire, aussitôt court-circuitée par le ministre Oleffe qui dès le mois de février se hâtait de substituer au débat public le recours à une commission d'experts.

Or, il est certain que c'est d'un contrôle démocratique de la politique énergétique impliquée par l'industrie nucléaire dont le pays a avant tout besoin : ce contrôle exige d'abord une information publique sérieuse et contradictoire et non une commission d'experts. En fait d'information, ce sont les incitateurs à la peur, à la psychose de la « crise » énergétique, distillées à grands frais par les pamphlets publicitaires des producteurs d'électricité (cf. la revue « toutes-boîtes »... « électricité pour vous ») qui ont jusqu'à présent condi-

tionné l'opinion à accepter le développement accéléré d'une industrie présentée comme « sûre, propre, indispensable, inépuisable » (2). Cette insistance de la propagande des trusts électriques n'est pas un hasard : ce sont précisément les quatre termes de cette affirmation qui sont aujourd'hui mis en doute. Une information publique est donc urgente et devrait être préalable à tout engagement du mouvement ouvrier organisé dans l'élaboration de la politique énergétique.

UNE INDUSTRIE DIFFERENTE...

Le manifeste de scientifiques publié ci-dessous pose une série d'interrogations sur le programme nucléaire belge, qui situent correctement le débat actuel. Il nous semble cependant utile pour aborder un tel débat de discerner en quoi les problèmes posés par l'industrie nucléaire apparaissent qualitativement différents de ceux des autres entreprises industrielles.

Sur le plan technique, l'exploitation de l'énergie nucléaire présente des caractéristiques entièrement neuves qui résultent d'une donnée fondamentale : les énergies mises en jeu dans les phénomènes nucléaires — dans le cas qui nous occupe, la fission en deux parties d'un noyau d'uranium — sont de l'ordre d'un million de fois plus grandes que les énergies dégagées dans les phénomènes atomiques, c'est-à-dire dans les réactions chimiques comme la combustion du charbon ou du pétrole (3).

On soupçonne donc que l'exploitation d'une énergie d'origine nucléaire bouleverse totalement les données techniques traditionnelles. Ainsi, le « cœur » d'un réacteur — où se produit la fission des noyaux d'uranium dégage (à la centrale de Doel par exemple) une puissance égale à plus de 100 millions de Watt par mètre cube ! La récupération continue de cette chaleur par un circuit de refroidissement fiable est donc un problème essentiel. En cas de panne de ce circuit il suffit de quelques secondes pour que la densité d'énergie accumulée provoque la fusion du combustible puis de toute la chaudière, si les dispositifs de sécurité ne fonctionnent pas selon les prévisions. Une telle éventualité, qui représente l'accident le plus grave, peut devenir catastrophe si la fusion du réacteur ne peut être « confinée », c'est-à-dire isolée de l'environnement par des enceintes étanches.

Le débat sur la sécurité des réacteurs repose principalement sur la probabilité des événements dont l'enchaînement peut conduire à un tel accident, et sur ses conséquences. Face à l'optimisme suspect des estimations avancées par les promoteurs du nucléaire, les opposants à ces derniers ont mis en doute la validité d'un calcul

---

(2) « L'énergie nucléaire, sûre, propre, etc... », publié par l'Union des Exploitants Electriques en Belgique, adaptation d'une brochure suisse éditée par l'Association suisse pour l'énergie atomique (les bénéfices n'ont pas de frontières !).

(3) Ce rapport est bien entendu relatif à une même quantité de manière. Rappelons qu'un atome est formé d'un « cœur » minuscule (100.000 fois plus petit que l'atome lui-même), le noyau, qui contient pratiquement toute la masse de l'atome et qui est entouré d'un « nuage » d'électrons qui seul se modifie dans les réactions chimiques. En tenant compte des poids respectifs des atomes de Carbone et d'Uranium, on peut évaluer qu'un gramme de combustible nucléaire (dont seulement 3 % sont brûlés dans les réacteurs actuels) dégage autant d'énergie qu'environ 200 kg de charbon.

probabiliste d'événements aussi rares et au sujet desquels n'existe aucune expérience industrielle significative.

...AUX CONSEQUENCES IMPREVISIBLES

Si le problème de la sécurité technique prend une telle ampleur, c'est bien entendu en fonction de la gravité des conséquences d'éventuels accidents. Le public connaît bien cette autre dimension de l'industrie nucléaire : elle est productrice de corps radioactifs, donc de rayonnements. Si les rayonnements d'origine nucléaire ne sont pas par essence différents d'autres phénomènes que nous cotoyons quotidiennement et qui sont, eux, inoffensifs, il reste qu'en raison de la différence d'échelle entre les phénomènes atomiques et nucléaires, l'énergie que ces rayonnements emportent peut provoquer des dégâts très graves dans les tissus vivants (ainsi, un rayon gamma, d'origine nucléaire, qui a la même nature physique qu'un inoffensif rayon de lumière, doit sa nocivité à une énergie qui peut être un million de fois plus grande, à intensité égale, qu'une énergie lumineuse).

Les conséquences d'une irradiation des tissus vivants sont aussi très mal connues, surtout à faible dose : il est en effet difficile, en raison de l'existence d'une radioactivité naturelle non-négligeable, de déterminer un seuil de sécurité, donc d'établir des normes dont on peut craindre qu'elles ne soient perpétuellement assouplies sous la pression de contingences économiques. C'est ainsi que le problème d'une contamination lente de l'environnement par des pertes de matières radioactives à tous les niveaux de la chaîne énergétique (traitement des combustibles, stockage des déchets...) est un problème écologique inquiétant même dans un fonctionnement de routine et qui s'ajoute aux risques de contaminations plus graves dues à des rejets accidentels de matières radioactives.

Bien d'autres aspects de l'industrie nucléaire mériteraient d'être abordés, comme les problèmes économiques, compliqués notamment par l'évaluation des coûts sociaux et liés à des données écologiques encore mal maîtrisées. Chaque question nouvelle ne fait en réalité que souligner la nécessité d'une réflexion approfondie avant tout engagement dans une politique énergétique aux conséquences encore imprévisibles.

POUR EN SAVOIR PLUS...

— L'Industrie Nucléaire en Question, Dossier publié par « Démocratie Nouvelle » n° 3, octobre 1974. (Editeur : P. Lannoye, 45, rue des Nobles, 5300 Saint-Marc).

— Energie, qui décide en Belgique ? la « Revue Nouvelle », n° spécial, février 1975. (Av. Van Volxem 305, 1190 Bruxelles.)

— La sûreté des centrales nucléaires, par Martine Barrère, dans « La Recherche» (Revue mensuelle d'information scientifique) n° 55, avril 1975. (Se trouve dans beacoup de librairies et marchands de journaux.)

— L'électronucléaire en France, dossier technique publié par le Syndicat CFDT des personnels du Commissariat à l'Energie Atomique en France (CEN Saclay, BP n° 2 — F — 91190 Gif-sur-Yvette).

MANIFESTE DE SCIENTIFIQUES SUR LE PROGRAMME D'IMPLANTATION DE CENTRALES NUCLEAIRES EN BELGIQUE

Les soussignés, appartenant au personnel scientifique ou académique des universités et instituts de recherche belges, conscients des problèmes posés par le développement accéléré de l'industrie nucléaire de fission, s'inquiètent de la précipitation qui anime en la matière les autorités politiques.

Le programme actuellement envisagé prévoit l'installation de dix centrales nucléaires en Belgique pour 1985. (Concentrées le long de la Meuse, de l'embouchure de l'Escaut et sur la Côte belge).

Ce développement ne nous paraît pas fondé sur une évaluation raisonnée des besoins énergétiques à courte vue. Les arguments invoqués en faveur de l'option nucléaire — notre indépendance énergétique et le caractère inépuisable du combustible nucléaire — sont extrêmement contestables. Ils sont en outre dictés par un modèle de croissance qui peut être lui-même remis en question et qui engage la qualité de notre vie quotidienne et celle des générations futures.

La responsabilité d'une telle politique est d'autant plus lourde que de grands risques sont inhérents à l'exploitation de l'énergie nucléaire de fission et à la chaîne énergétique qui lui est associée (extraction, traitement, retraitement et transport des combustibles) :

- *possibilité de contamination radioactive grave de l'environnement provoquée par les rejets inévitables de déchets gazeux et liquides;*
- *stockage de déchets solides de haute activité, manipulation et transport dangereux de combustibles comme le plutonium;*
- *pollution thermique fortement accrue des cours d'eau, vu le faible rendement actuel des réacteurs nucléaires et leur concentration;*

d'autre part, l'industrie nucléaire et, en particulier, les réacteurs actuellement utilisés dans notre pays, ne présentent pas les garanties de sécurité : des contaminations accidentelles, particulièrement graves dans un pays à forte densité de population, sont possibles.

Une campagne de conditionnement de l'opinion publique en faveur de l'industrie nucléaire a été entreprise depuis quelques années déjà par les producteurs d'électricité et soutenue par diverses personnalités. D'autre part l'opposition au développement de l'industrie nucléaire s'inscrit dans un contexte mondial, comme en témoignent à la fois le sérieux et le caractère massif des protestations et des mises en garde qui se sont développées dans de nombreux pays, y compris le nôtre.

Rappelons, à ce propos, que plus d'un millier de scientifiques français viennent de se prononcer contre le plan gouvernemental d'implantation de centrales nucléaires, que la Suède, après deux ans de réflexion, *envisage de freiner fortement l'expansion nucléaire et que les Pays-Bas sont également très hésitants.*

En Belgique, c'est un délai de trois mois *qui a été décidé pour permettre à une commission d'experts de se prononcer.*

Etant donné les implications exceptionnelles d'une telle politique énergétique les soussignés estiment que la décision ne peut reposer sur les seules conclusions d'un comité d'experts réuni hâtivement et qu'il est urgent que le problème fasse l'objet d'un débat contradictoire largement rendu public. Ils réclament en conséquence qu'un moratoire soit instauré pour une période de deux ans au cours de laquelle une étude comparative des avantages et des inconvénients de l'énergie nucléaire comme des autres sources d'énergie pourra être menée de façon approfondie.

Un nouveau livre du Groupe Bastin/Yerna

Quatre ans après « Quelle Wallonie ? Quel socialisme ? », voici des mêmes auteurs — le Groupe Bastin/Yerna — un ouvrage intitulé « Priorité 100.000 emplois — un objectif pour le rassemblement des progressistes ».

Il s'agit de la recherche collective d'une solution au dramatique problème de l'emploi en Wallonie. Pour les auteurs, cette solution s'articule autour de trois axes indissociables : une nouvelle politique industrielle basée sur l'initiative publique, des pouvoirs réels à la Wallonie, un rassemblement des progressistes. Ces trois volets constituent chacun une partie de l'ouvrage — le gros morceau étant dévolu à la politique industrielle.

L'analyse de la situation économique de la Wallonie s'attache à dégager les points faibles dont le pouvoir central et le système capitaliste portent la responsabilité. Pour le Groupe B/Y, ces faiblesses procèdent pour l'essentiel de la non-utilisation « comme potentiel d'initiative économique » des compétences techniques de milliers de techniciens et de spécialistes, et de la tendance du pouvoir à privilégier des entreprises géantes.

Que ces deux facteurs interviennent dans le diagnostic, c'est certain, et le Groupe B/Y a raison de dénoncer à cet égard « le mythe de la grande dimension ». Mais s'il est vrai que les petites et moyennes entreprises jouent un rôle utile, notamment sur le plan de l'emploi, s'il est vrai qu'elles peuvent encore avoir un rôle fécond dans une société socialiste, il nous paraît très contestable d'accorder désormais la priorité aux entreprises dites « moyennes indépendantes ». Outre que les contours de ce type d'entreprise restent mal définis, la priorité pour laquelle plaide le Groupe B/Y relève, pensons-nous, d'une analyse incomplète des causes du déclin économique de la Wallonie. Elle est marquée de surcroît d'une curieuse nostalgie d'un archéo-capitalisme qui, au moins chez certains coauteurs de « Prio-

---

Edité conjointement par les Editions « Vie Ouvrière » et les Editions de la Fondation André Renard. 1975 — 240 pages — 200 F.

Voir « Le Drapeau Rouge » du 25 avril 1975

rité 100.000 emplois » (car l'ouvrage est loin d'être homogène, et il serait facile d'en aligner les discordances internes), affecte des accents romantiques.

Le déclin économique de la Wallonie ne résulte pas seulement, ni même principalement, de la tendance dangereuse au gigantisme, mais surtout de deux facteurs : un développement industriel fondé (pour des raisons historiques) sur le charbon, d'où l'essor de la sidérurgie et de la métallurgie lourde, du verre, du ciment, etc. — et une politique d'exportation centrée sur les produits demi-finis. Pierre Joye vient encore de rappeler (*) les conséquences qu'ont eues ces deux options. C'est d'une part le poids excessif d'industries à croissance lente, l'incapacité des trusts belges d'opérer à partir de là une reconversion vers des industries à croissance rapide, et d'autre part le souci — érigé en nécessité et quasi en doctrine — d'exporter surtout du demi-fini, alors qu'il était possible et préférable de mettre l'accent sur des fabricats de qualité, destinés en grande partie au marché intérieur.

Certes, le Groupe B/Y insiste à juste titre sur la nécessité de s'orienter vers le développement d'entreprises à haute technologie. Mais il nourrit de singulières illusions sur l'apport à cet égard des petites et moyennes unités de production. En effet, la recherche-développement au niveau des ateliers et modestes laboratoires ne nous paraît guère viable à l'heure actuelle, sauf cas exceptionnels. Susciter des initiatives notamment dans les universités, donner enfin un élan à une recherche scientifique qu'étouffe le pouvoir aujourd'hui, est une chose — et une excellente chose. Rêver de 2.000 ou 3.000 projets surgis (notamment) de l'inventivité de mécaniciens ou de jeunes ingénieurs isolés, nous paraît illusoire à l'heure où naît et se développe la révolution scientifique et technique. Pour le surplus, le problème de la distribution des « articles de qualité spéciale » pour lesquels existerait une clientèle régionale est moins simple que les auteurs ne l'indiquent. Bref, dans ce domaine, le Groupe B/Y, qui répudie le mythe de l'entreprise géante, paraît disposé à forger d'autres mythes...

L'initiative industrielle publique est conçue par les auteurs comme un instrument permettant « la création à court terme d'emplois nouveaux, et à moyen terme la reconversion de la Wallonie ». Dénonçant les tentatives visant à réserver l'initiative industrielle publique aux secteurs non-rentables, le Groupe B/Y situe avec raison cette réforme de structure comme une étape dans l'évolution vers le socialisme.

Et les nationalisations ? Il en admet la nécessité dans les secteurs du crédit et de l'énergie, mais estime que la notion de « seuil minimum à franchir », qu'il approuve dans le Programme commun de la gauche française, n'est pas applicable à la Wallonie. Les raisons invoquées ne nous paraissent pas convaincantes. En effet, les auteurs de « Priorité 100.000 emplois » considèrent qu'on se trouve en Wallonie, « soit devant le vide, soit devant des groupes multinationaux qui ne possèdent dans la région que quelques ateliers, et qui ne peuvent donc être utilement maîtrisés que sur le plan européen. » Comment peut-on assimiler au « vide » des réalités aussi consistantes que la sidérurgie, la FN, les entreprises du groupe Solvay, la Carbochimique ? Et par quel tour de passe-passe convertit-on les ACEC en « ateliers » ? En vérité, c'est encore à un mythe qu'on se heurte ici : celui de l'intouchabilité des multinationales. Au lieu de céder à la tentation de la fuite en avant (fuite « européenne », en l'occurrence) il faut se rappeler que les multinationales ne sont pas désincarnées : les usines qu'elles possèdent en Belgique peuvent être nationalisées tout aussi bien que les autres. Les multinationales peuvent certes exporter des capitaux liquides (si aucun contrôle n'est exercé...) mais de toutes façons, elles ne peuvent exporter ce qui est l'essentiel, à savoir les installations et les ouvriers qui y travaillent.

On notera au même chapitre la vigueur avec laquelle est rappelé, à propos d'autogestion, que les entreprises publiques « ne pourront être de purs îlots socialistes coupés du reste de la société ». Cette vigueur n'em-

(*) Voir « Le Drapeau Rouge » du 25 avril 1975.

pêche cependant pas d'autres coauteurs d'être, ailleurs, beaucoup moins clairs sur le même sujet.

Nons ne nous attarderons pas sur les chapitres consacrés à la fonction d'un groupe industriel public wallon, à la sauvegarde de l'emploi, à la planification. Il nous paraît judicieux de définir le secteur public de l'industrie (à créer) comme un groupe public, wallon et cohérent. Il nous paraît important que l'environnement et l'impact politiques du projet en soient soulignés, au moins autant que sa portée technique. Cela signifie en clair qu'un groupe industriel public qui s'inscrirait par exemple dans le contexte politique actuel — avec un gouvernement Tindemans dominé par les forces de droite, ce que l'ouvrage reconnaît implicitement — ne pourrait remplir la fonction salvatrice que lui assigne le Groupe B/Y. On nous permettra une parenthèse à ce propos. Les principaux rapporteurs à la 57me Semaine sociale wallonne, organisée en avril à Godinne par le MOC, ont à plusieurs reprises fait référence à « Priorité 100.000 emplois ». Référence d'autant plus normale que certains rapporteurs font partie du Groupe B/Y. Mais référence ambiguë, dans la mesure précisément où les travaux de la Semaine se sont inscrits dans un cadre politique très éloigné de celui que postulent les auteurs de l'ouvrage. Un cadre que caractérisent d'une part une régionalisation-croupion (critiquée sans ménagements par le Groupe B/Y qui revendique l'autonomie politique de la Wallonie) et d'autre part la présence dans un gouvernement dominé par la droite de forces se réclamant du mouvement ouvrier. On en arrive ainsi — peut-être avec les meilleures intentions du monde — à dénaturer les propositions les plus valables de l'ouvrage.

Or « Priorité 100.000 emplois » contient aussi des affirmations très peu valables. Outre celles que nous avons critiquées en matière économique il nous reste à en relever quelques-unes dans le chapitre intitulé « Rassemblement des progressistes ». Ce chapitre dresse un inventaire des courants idéologiques et des forces politiques en présence, et il indique certaines perspectives de rassemblement, en invitant la gauche wallonne à amorcer un débat de fond sur une stratégie commune.

Si le parti communiste apparaît comme un des partenaires possibles du rassemblement des progressistes, les auteurs se servent à son propos de formules proprement caricaturales. Il lui est reproché par exemple d'attacher « une importance primordiale à la prise du « Pouvoir » identifié d'ailleurs pour la circonstance avec le seul pouvoir politique ». Qu'est-ce à dire ? Il ne s'agit assurément pas de critiquer ceux qui se bousculeraient au portillon gouvernemental au nom de l'initiative industrielle publique. Le débat ouvert ici, et mal ouvert, concerne l'articulation entre la lutte politique pour des réformes de structure et la lutte pour le socialisme. Or le Groupe B/Y écrit lui-même dans « Priorité 100.000 emplois » (page 53) : « L'initiative industrielle publique n'est pas une fin en soi, mais s'insère dans un projet global de transformation radicale du régime capitaliste, elle est une voie de passage vers le socialisme démocratique, une authentique réforme de structure. » Aucune répugnance envers le « pouvoir » (avec ou sans majuscule) n'apparaît dans ce texte...

En ce qui concerne les communistes, il est clair — et Claude Renard l'a rappelé dans son rapport à la récente Conférence régionale wallonne — que « poser la question des réformes de structure, c'est poser la question du pouvoir ». Car, « ou bien les réformes de structure aideront les travailleurs dans leur combat contre l'austérité et porteront atteinte, de ce fait, au pouvoir des monopoles, ou bien, et souvent sous la même dénomination, elles feront dévier ce combat vers des chimères réformistes et laisseront le champ libre à la poursuite, plus ou moins aménagée, de la politique de gestion de la crise ». Le plus récent congrès du PCB, 21me du nom, était tout aussi explicite dans sa résolution qui disait notamment : « Le front antimonopoliste, réalisable en Belgique sous la forme du rassemblement des progressistes, permettra la mise en place d'un pouvoir politique nouveau, appuyé par une majorité pluraliste qui, sous l'impulsion du mouvement ouvrier organisé, adaptera sa marche au socialisme aux conditions

de notre pays. » Oui, la liaison est pour nous évidente entre les réformes de structure économiques, politiques, et la question du pouvoir. Mais en quoi cela autorise-t-il le Groupe B/Y à nous reprocher « une confiance exclusive au pouvoir » ? Il affirme par ailleurs que les théoriciens marxistes n'ont pas rendu les partis communistes assez attentifs aux dangers de la bureaucratie. C'est que les auteurs de « Priorité 100.000 emplois » ont mal lu Lénine, Togliatti et quelques autres, ce qui est assurément leur droit, mais alors pourquoi articuler cette critique « théorique » ? Ailleurs, ces mêmes auteurs, évoquant l'existence des pays socialistes, croient pouvoir limiter à quelques lignes leurs références à ce qu'ils appellent « le complexe militaro-bureancratique de l'Est ». Formule à l'emporte-pièce qui n'est pas digne de militants en lutte contre le grand capital; formule sommaire qui témoigne surtout de la préoccupation inacceptable de renvoyer dos à dos l'URSS et les Etats-Unis.

Nous ne demandons pas au Groupe B/Y de nous couvrir d'éloges, ni de couvrir les pays socialistes de fleurs. Redisons après Claude Renard qu'un bon dialogue peut et doit aller de pair avec l'échange de critiques. Mais le genre de considérations, du type imagerie d'Epinal, que l'on trouve sur le PCB dans « Priorité 100.000 emplois » n'est pas de nature à faire avancer le rassemblement des progressistes.

Car, quelle que soit leur dimension électorale, les communistes ont apporté en faveur de ce rassemblement un certain nombre d'analyses et de propositions qu'il est puéril ou sot de ne pas prendre en compte.

Cela dit, il reste que dans cet ouvrage composite, on peut trouver à côté de propos irréalistes et contestables, des vues lucides et des idées intéressantes pour faire sortir la Wallonie de son marasme économique.

ROSINE LEWIN.

Abonnez-vous aux

CAHIERS MARXISTES

(dix livraisons par an)

Abonnement annuel ordinaire	400 F
Abonnement annuel « Jeunes » (moins de 25 ans)	200 F
Abonnement de soutien : à partir de	500 F

A virer au CCP 00-0188745-80 de la Fondation Joseph Jacquemotte,
20, avenue de Stalingrad, 1000 Bruxelles

Au sommaire de quelques récents numéros :

Gramsci aujourd'hui	N° 7
Information radiotélévisée et mouvement ouvrier	N° 9
Inflation, récession et crise du système	N° 10
Luttes urbaines et lutte politique	N° 13
La décolonisation du pétrole	N° 14

(Encore disponibles en versant 50 F par numéro au CCP de la Fondation J. Jacquemotte)

Auteur-éditeur responsable et correspondance :

Rosine Lewin / rédacteur en chef
Avenue de Stalingrad, 18-20, 1000 Bruxelles

50 F